

UNIVERSITE MYKOLAS ROMERIS

Aleksandr Gončarko

**LES DROITS DES CONDAMNÉS ET LEUR APPLICATION DANS LA
RÈGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE EN FRANCE ET EN LITUANIE**

Résumé de la Thèse de Doctorat
Sciences Sociales, Droit (01 S)

Vilnius, 2009

La thèse fut préparée pendant la période de 2004–2009 à l'Université Mykolas Romeris (Lituanie) et à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (France).

Directeurs de thèse:

Prof. Assoc. Dr. Gintaras Švedas (Université de Vilnius, sciences sociales, droit - 01 S)

Dr. Jean-Paul Céré (Université de Pau et des Pays de l'Adour (France), sciences sociales, droit - 01 S)

La thèse de doctorat est soutenue à l'Université Mykolas Romeris devant le Jury des sciences de droit.

Président:

Prof. Assoc. Dr. Petras Ancelis (Université Mykolas Romeris, sciences sociales, droit - 01 S)

Membres du Jury:

Prof. Assoc. Dr. Aurelijus Gutauskas (Université Mykolas Romeris, sciences sociales, droit - 01 S)

Dr. Rokas Uscila (Université Mykolas Romeris, sciences sociales, droit - 01 S)

Dr. Gintautas Sakalauskas (Institut de Droit, sciences sociales, droit - 01 S)

Dr. Jean-Paul Céré (Université de Pau et des Pays de l'Adour (France), sciences sociales, droit - 01 S)

Opposants:

Prof. Assoc. Dr. Jonas Prapiestis (Université de Vilnius, sciences sociales, droit - 01 S)

Dr. Pierre Cambot (Université de Pau et des Pays de l'Adour (France), sciences sociales, droit - 01 S)

La soutenance aura lieu au cours d'un débat public du Jury des sciences de droit le 17 avril 2009, à 13.00 h, dans la salle de Sénat de l'Université Mykolas Romeris (salle II–230).

Adresse: 20, rue Ateities, LT-08303 Vilnius, Lituanie.

Le résumé de la thèse de doctorat fut envoyé le 15 mars 2009.

La thèse de doctorat est disponible pour la consultation dans la Bibliothèque Nationale de Lituanie Martynas Mažvydas (Gedimino pr. 51, Vilnius, Lituanie) et dans la bibliothèque de l'Université Mykolas Romeris (Ateities g. 20, Vilnius, Lituanie).

MYKOLO ROMERIO UNIVERSITETAS

Aleksandr Gončarko

**NUTEISTŪJŲ LAISVĖS ATĖMIMU TEISĖS IR JŲ ĮGYVENDINIMAS PAGAL LIETUVOS
IR PRANCŪZIJOS BAUSMIŲ VYKDYMO ĮSTATYMUS**

Daktaro disertacijos santrauka
Socialiniai mokslai, teisė (01 S)

Vilnius, 2009

Disertacija rengta 2004–2009 metais Mykolo Romerio universitete (Lietuva) bei Po ir Adūro krašto universitete (Prancūzija).

Moksliniai vadovai:

doc. dr. Gintaras Švedas (Vilniaus universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01 S)

dr. Jean-Paul Céré (Po ir Adūro krašto universitetas (Prancūzija), socialiniai mokslai, teisė – 01 S)

Disertacija ginama Mykolo Romerio universiteto Teisės mokslo krypties taryboje:

Pirmininkas:

doc. dr. Petras Ancelis (Mykolo Romerio universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01 S)

Nariai:

doc. dr. Aurelijus Gutauskas (Mykolo Romerio universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01 S)

dr. Rokas Uscila (Mykolo Romerio universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01 S)

dr. Gintautas Sakalauskas (Teisės institutas, socialiniai mokslai, teisė – 01 S)

dr. Jean-Paul Céré (Po ir Adūro krašto universitetas (Prancūzija), socialiniai mokslai, teisė – 01 S)

Oponentai:

doc. dr. Jonas Prapiestis (Vilniaus universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01 S)

dr. Pierre Cambot (Po ir Adūro krašto universitetas (Prancūzija), socialiniai mokslai, teisė – 01 S)

Disertacija bus ginama viešame Teisės mokslo krypties tarybos posėdyje 2009 m. balandžio 17 d. 13.00 val. Mykolo Romerio universiteto Senato salėje (II–230 aud.).

Adresas: Ateities g. 20, LT–08303 Vilnius, Lietuva.

Disertacijos santrauka išsiųsta 2009 m. kovo 15 d.

Disertaciją galima peržiūrėti Lietuvos nacionalinėje Martyno Mažvydo (Gedimino pr. 51, Vilnius, Lietuva) ir Mykolo Romerio universiteto (Ateities g. 20, Vilnius, Lietuva) bibliotekose.

Aleksandr Gončarko

LES DROITS DES CONDAMNÉS ET LEUR APPLICATION DANS LA RÈGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE EN FRANCE ET EN LITUANIE

Introduction

Étude du problème. Dans le monde entier, les législateurs et la société exercent une pression de plus en plus forte sur l'administration pénitentiaire pour qu'elle utilise des systèmes de plus en plus répressifs dans le cadre de la détention, elles introduisent de nouvelles règles, renforcent la sécurité des établissements pénitentiaires. Récemment les États européens, traditionnellement libéraux et ouverts, semblent s'orienter vers la sécurité publique. Il semblerait qu'il soit devenu complexe de concilier deux sujets totalement opposés – la sécurité publique et l'assurance des droits des condamnés dans des établissements pénitentiaires, cependant il est possible de le faire. Il est possible d'assurer la sécurité publique, si on réglemente d'une manière convenable le statut juridique des condamnés, qui inciterait la resocialisation des condamnés, et une resocialisation réussie des condamnés assure en elle-même la sécurité publique. «Les mauvaises prisons coûtent plus cher à l'État que les bonnes prisons.» Une bonne prison – c'est un établissement pénitentiaire, dans lequel les droits et les libertés des condamnés sont respectés, où l'on a comme but la réinsertion des condamnés dans la société. Le problème dont on recherche la solution, dans ce travail, est le statut juridique des condamnés à une peine ou une mesure de privation de liberté. Cette étude recouvre plusieurs aspects. Premièrement, la réglementation en Lituanie et en France des droits et des obligations des personnes condamnées à une privation de liberté. Deuxièmement, l'application effective des droits et des obligations des personnes condamnées dans les établissements pénitentiaires lituaniens et français. Les deux États ont ratifié la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements, inhumains ou dégradants, ou l'on souligne que les droits de l'homme doivent être respectés. N'importe quel pays peut avoir une réglementation progressiste de la peine de privation de liberté, cependant le plus important est que les droits et les libertés des personnes condamnées soient à juste titre assurés par l'État et que les condamnés puissent à juste terme jouir de leurs droits et leurs libertés. Si l'application des droits n'est pas effective, et s'il n'y a pas d'instance de contrôle, la proclamation des droits et des libertés ne peut rester qu'une déclaration formelle.

Actualité thématique et nouveauté scientifique de l'ouvrage. En 2600 avant notre ère on utilisait déjà le système carcéral en Chine. Au début de la deuxième partie de XIII siècle le système pénitentiaire contemporain commence à apparaître, les droits de l'homme dans les établissements

d'emprisonnement, grâce aux idées de la Renaissance et l'humanisme; sont devenus un objet de discussions perpétuelles. On peut affirmer, que les droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires sont un problème universel, actuel pour beaucoup d'États. Au début de XXI siècle plus de deux millions d'europeens, c'est-à-dire 1 sur 400 ont été admis dans des lieux de privation de liberté : prisons, commissariats, d'autres établissements pour peine. Dans le monde entier, en 2002, presque une personne sur 700 se trouvait dans des établissements pénitentiaires. L'expérience des États Lituanien et Français démontre, que le nombre des plaintes des condamnés dans les établissements pénitentiaires est en constante augmentation, elles sont adressées non seulement aux institutions nationales, mais aussi aux différentes institutions internationales. Le comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements, inhumains ou dégradants, à l'occasion de ses visites, que dans les établissements pénitentiaires de Lituanie et de France existent beaucoup de problèmes, relatifs aux conditions de détention, ainsi qu'à l'assurance des droits des personnes condamnés à la prison. Dans la Cour européenne des Droits de l'Homme les deux États ont perdu le procès pour violations des droits des condamnés. Il est nécessaire de souligner que dans ce dernier procès devant la Cour européenne des Droits de l'Homme *Savenkovas contre Lituanie*, on a reconnu que la Lituanie avait violé les articles 3 et 8 de la Convention. Cet événement, à valeur internationale, c'est une raison de plus montrant l'importance d'analyser les droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires.

La réglementation des droits des condamnés dans le Code de travail pénitentiaire de la république de Lituanie après la restauration de l'indépendance de la Lituanie s'est avéré non applicable, parce que l'ancienne réglementation ne correspondait pas aux nouveaux défis de la démocratie de la république lituanienne et des modifications sociales et juridiques qui y étaient apparues. Également, certaines normes prévues dans le Code de travail pénitentiaire n'étaient que des simples déclarations. Une dizaine d'années après la restauration de l'indépendance le domaine d'exécution des peines était réglé par l'ancien Code de travail pénitentiaire modifié. Ce code a été changé par un nouveau Code d'exécution des peines, qui assurait une réglementation progressiste des droits des personnes condamnées. En France, l'exécution des peines est réglementée dans le Code Pénal et le Code de Procédure Pénale, une loi codifiée particulière n'existe pas, cependant les travaux préparatoires d'une loi pénitentiaire, sont en train de se dérouler. Le 28 juillet 2008 on a présenté un projet de loi pénitentiaire, qui doit garantir à terme les droits et les libertés pour chaque personne condamnée. Un important événement, concernant le statut juridique des condamnés à une privation de liberté, fait que, depuis 2006, la France dans le domaine de l'application de la peine privative de liberté, dans sa pratique, a commencé à observer et à suivre la recommandation Nr. R (2006)2 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe «Au sujet des règles des prisons de l'Europe». Art. 1^{er} de cette recommandation statue qu'on devrait traiter les personnes qui exécutent leurs peines

privatives de liberté, de telle manière, qu'on sauvegarde le respect de ses droits humains. Elles fournissent aux Etats des orientations de politique pénitentiaire en leur proposant des exigences humanistes et réalistes. Comme cela, la réglementation du domaine de l'application des peines de ces deux états démontre, que l'on doit apporter une attention particulière aux droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires, parce que les droits, les libertés et les devoirs des condamnés qui sont établis ont force de loi.

Cet ouvrage scientifique est actuel par son souci d'analyser les problèmes fondamentaux contemporains des établissements pénitentiaires de la Lituanie et de la France, au sujet de l'accomplissement des droits des personnes condamnées. La thèse analyse la pratique des droits et des devoirs des personnes condamnées à la privation de liberté, qui constitue le fondement de leur statut juridique et incite à la resocialisation des condamnés. C'est le premier ouvrage, dans lequel on effectue une analyse comparative des droits et devoirs des condamnés dans les établissements pénitentiaires lituaniens et français.

Le domaine des droits des condamnés à une privation de liberté est une thématique, qui est toujours d'actualité, parce que les droits et les devoirs du condamné sont en constante évolution, toutefois les recherches scientifiques dans ce domaine ne sont pas nombreuses. Dans cette thèse nous avons choisi comme objets d'analyse deux états différents: la Lituanie – un état de démocratie récente et la France – état à la démocratie installée. Un choix semblable permet d'analyse de la réglementation des droits et libertés dans les deux pays et leur application, divulguer leur caractère, bénéficier de l'expérience progressiste de la France. C'est le premier ouvrage, dans lequel on effectue une analyse comparative des droits des condamnés en établissements pénitentiaires de Lituanie et de France, où sont examinés dans toute leur complexité les droits fondamentaux des condamnés à une privation de liberté et leur application. À part cela, il faut souligner le fait, qu'on a étudié empiriquement la manière dont la peine privative de liberté est exécutée et des spécialistes des deux États, (employés du ministère de la Justice, spécialistes du Département des prisons, employés dans des établissements pénitentiaires) travaillant avec les condamnés. Ce travail a été réalisé par des spécialistes. Le présent ouvrage montre les problèmes existants dans le domaine de l'assurance des droits des condamnés à une privation de liberté et montre certaines méthodes ainsi que leur solution.

Aperçu des recherches. En Lituanie, en matière d'exécution des peines on avait effectué jusqu'à maintenant quelques recherches scientifiques, destinées à l'investigation du statut juridique des condamnés à une privation de liberté et la réalisation des droits des condamnés à une privation de liberté dans les établissements pénitentiaires. Il est à noter les principaux ouvrages scientifiques lituaniens dans ce domaine : G. Švedas « Laisvės atėmimo baismė ir jos vykdymo teisinės problemos » (« Peine privative de liberté et les problèmes juridiques de son exécution ») (1993), « Laisvės atėmimo baismės teisiniai aspektai » (« Aspects juridiques de peine de privation de

liberté ») (1991), « Laisvės atėmimo bausmė: baudžiamosios politikos, baudžiamieji teisiniai aspektai » (« Peine privative de liberté : les politiques pénales, les aspects du traitement juridique pénal ») (2003), « Bausmių vykdymo teisė. Bendroji dalis » (« Droit de l'exécution des peines. Partie commune ») (2003), G. Sakalauskas « Laisvės atėmimo bausmės vykdymas Lietuvoje: baudžiamieji politiniai aspektai, teisinės nuostatos, reformos, praktika ir perspektyvos » (« L'exécution de peine privative de liberté en Lituanie : aspect politiques pénaux, dispositions juridiques, reformes, pratique et perspectives ») (2005) et J. Blaževičius « Penitencinė (bausmių vykdymo) teisė » (« Droit pénitentiaire (d'exécution des peines) ») (2004). Dans la science juridique d'exécution des peines en Lituanie, ce sont aussi D. Usikas, P. Stalioraitis, R. Drakšas et M. Jokubauskas, qui ont examiné les droits des condamnés à une privation de liberté et les problèmes de leur statut judiciaire à divers aspects. Les ouvrages des auteurs mentionnés ont permis de formuler certains postulats et faire des conclusions dans la présente thèse.

En France les droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires ont été examinés beaucoup plus largement qu'en Lituanie par des scientifiques tels Jean-Paul Céré « Des limites aux droits des détenus » (2004), « L'évolution de la discipline en prison » (2004), « L'Etat actuel de l'application du droit pénitentiaire » (2005), « L'influence du droit européen sur le droit de l'exécution des peines » (2005), « Les nouvelles règles pénitentiaires européennes » (2006), « Le droit à une vie familiale pour les détenus » (2007), « Le procès équitable et le droit de la prison » (2007) et autres ouvrages, Martine Herzog Evans « Droit de l'application des peines » (2002, 2005), « Droit de la sanction pénitentiaire » (2004) etc. Il faut également citer d'autres auteurs, qui ont examiné les droits des condamnés à une privation de liberté : Geneviève Mayer, Jean Charles Froment, Christian Carlier, Éric Péchillon, Paul Amor, Alexis de Tocqueville et d'autres. Il faut souligner, qu'en 2003 Isabelle Mansuy a soutenu une thèse traitant des droits des condamnés, dont le thème était : « La protection de droits des détenus en France et en Allemagne ». Beaucoup de savants étrangers : N. Christie, S. Trechsel, J. Murdoch, N. Rodley, R. Morgan, N. Walker, F. Dunkel, I. Seliverstov, V. Shmarov et d'autres – ont aussi fait des recherches dans le domaine des droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires.

Objet de recherche. L'objet de recherches de l'ouvrage scientifique est le statut juridique des condamnés à une privation de liberté, les particularités de la réglementation des droits, des libertés et des obligations dans le droit de l'application des peines et les problèmes liés à l'exécution de la peine de privation de liberté en Lituanie et en France, concernant l'assurance des droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires.

Objectif et tâche de la recherche. Le but de cette recherche – par une méthode comparative se référant aux réalisations du droit de l'exécution des peines et d'autres sciences – est d'analyser les droits et les obligations des condamnés dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France

et leur réalisation, juger si la réglementation et la réalisation des droits et des obligations des condamnés dans les deux États dans le domaine des droits de l'homme correspond aux exigences des normes internationales, également, déterminer les défauts de la régulation juridique et de la réalisation pratique des normes juridiques et présenter des conclusions et des propositions relatifs à la réglementation des droits et des obligations dans les établissements pénitentiaires et le perfectionnement de leur réalisation.

Objectifs de recherche de la thèse :

1. Notifier la notion du statut juridique des condamnés à une privation de liberté et son contenu, les classifications des droits et des obligations et les particularités de la réglementation du statut juridique des personnes condamnés.

2. Examiner, au niveau de connaissances théoriques, empiriques et pratiques, la réglementation des droits et des obligations des condamnés dans les établissements pénitentiaires et leur exécution en Lituanie et en France.

3. Examiner, de manière comparative, le processus disciplinaire dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France, accentuer, pendant le processus disciplinaire, les garanties légales de l'auteur de l'infraction condamné, présenter les qualités et les défauts des processus disciplinaires en les deux États.

4. Faire connaître et apprécier l'activité des institutions nationales et internationales, relative à l'application des droits des condamnés à une privation de liberté dans les établissements pénitentiaires.

5. Fournir des conclusions et des recommandations relatives à l'amélioration de l'assurance des droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France, auxquelles pourraient se reporter les spécialistes des systèmes pénitentiaires et les juristes.

L'hypothèse de recherche. Les droits accordés aux condamnés dans les établissements pénitentiaires par le Code d'exécution des peines de la république de Lituanie, le Code Pénal et le Code de Procédure Pénal de France et d'autres actes des deux États, par exemple, droit de recevoir l'information écrite concernant l'ordre et les conditions d'exécution de peine, le droit de visite avec ses proches, avec d'autres personnes, le droit à une permission de sortie en dehors des limites de l'établissements pénitentiaires, le droit à la libération conditionnelle – dans tous ces domaines il y a certains problèmes de réglementation et/ou de réalisation. L'application des droits des condamnés à une peine privative de liberté tant en Lituanie qu'en France a été impulsée, d'une manière significative, par les activités des institutions de contrôle nationales et internationales liées à la sauvegarde des droits des détenus dans les établissements pénitentiaires.

Signification de la recherche. Les parties théorique et pratique de l'ouvrage scientifique sont destinées à analyser les problèmes, concernant la sauvegarde des droits des condamnés dans les

établissements pénitentiaires en Lituanie et en France. L'analyse, effectuée pendant les recherches, les postulats formulés, les conclusions et les recommandations, peuvent être utilisés en étudiant le droit d'exécution des peines dans des recherches scientifiques ultérieures. Dans l'ouvrage on aspire à donner des recommandations améliorant la sauvegarde des droits de l'homme dans des établissements d'incarcération, l'ouvrage évoque une attitude contemporaine envers la peine privative de liberté et les procédures, qui se déroulent dans les établissements pénitentiaires, fait connaître l'état de la problématique existantes de l'assurance des droits de l'homme dans des établissements pénitentiaires en Lituanie et en France. Les résultats de la recherche sont également importants pour l'activité pratique des établissements pénitentiaires parce que les recommandations présentées peuvent être réalisées par les deux États, en vue de perfectionnement et fortification d'assurance des droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires.

Validation des résultats de recherche. Les résultats de recherches de la thèse ont été utilisés lors enseignement aux condamnés dans les établissements pénitentiaires en Lituanie des modules « Possibilités de défendre ses droits » et « Possibilités de libération conditionnelle », d'après la circulaire 2.3. de BDP (Document commun de programmation) « Prévention d'isolement social et l'intégration sociale » dans le projet « Encouragement de l'adaptation sociale et de l'intégration des condamnés et personnes, délivrées des lieux de privation de liberté ». On se base sur les résultats de recherche en faisant un cours du droit pénitentiaire (d'exécution des peines) aux étudiants des études du droit, du droit et de l'activité pénitentiaire, de travail social à l'Université Mykolas Romeris.

Les postulats de la recherche de la thèse soutenus. En se référant à l'objectif, à l'objet et l'hypothèse il est possible de formuler les postulats suivants pour la soutenance de la thèse :

1. Les droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France en principe coïncident; leurs réalisations dans les deux États ont certaines similitudes (réglementation de la peine de privation de liberté, grand nombre des condamnés dans les établissements pénitentiaires, conditions de détention des condamnés, la surpopulation des établissements pénitentiaires, le manque de personnel).

2. L'un et l'autre État ont leurs avantages de réalisation et d'assurance dans certains droits et obligations des condamnés, grâce à cela l'expérience de l'un des État peut être étudiée et appliquée dans l'autre État.

3. En France, lors de procès disciplinaire, on accorde aux condamnés davantage de garanties juridiques qu'en Lituanie, le même procès ayant un même aspect juridique est plus élaboré en France qu'en Lituanie.

4. En France, les tribunaux spécialisés (juges de l'application des peines, tribunaux d'application des peines, commissions d'application des peines) garantissent plus effectivement la sauvegarde des droits des condamnés à une privation de liberté que les tribunaux lituaniens. Avec

l'intention de renforcer la sauvegarde des droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires en Lituanie, il serait raisonnable d'introduire en Lituanie, dans le domaine d'exécution des peines, l'institution d'un juge de l'application des peines.

5. En France un plus grand nombre d'institutions qu'en Lituanie contribue à garantir les droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires. Il y a des institutions en France dont l'activité est centrée sur le contrôle des droits des condamnés dans le cas où elle ne serait pas suffisamment appliquée (Commission de surveillance française et Inspection des services judiciaires).

6. La Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements, inhumains ou dégradants est une institution effective et active de contrôle extérieur des établissements pénitentiaires qui concourt à la sauvegarde des droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France.

7. La Cour européenne des Droits de l'Homme est une institution judiciaire efficace pour la sauvegarde des droits des condamnés à une privation de liberté dont la jurisprudence a une grande influence sur le législateur en Lituanie et en France lors l'adoption de la législation relative à l'exécution des peines.

Description de la méthodologie utilisée au niveau de l'étude scientifique. La méthodologie utilisée est basée sur les méthodes scientifiques suivantes : méthode comparative, analyse systématique, déductive, analyse des documents, généralisation et enquête.

La structure de recherches de la thèse. La structure de la recherche est prédéterminée par l'objet de recherche, l'objectif que l'on recherche, les problèmes à résoudre. Cette thèse de recherche se compose d'une introduction, d'un aperçu des recherches et de la description de la méthodologie scientifique appliquée à cette recherche, tout cela est développé en cinq chapitres, puis on termine par des conclusions et des propositions. À la fin de la thèse, une bibliographie est proposée ainsi que des articles scientifiques publiés par l'auteur et des annexes.

Le premier chapitre des recherches de la thèse « Caractéristiques communes des systèmes pénitentiaires en Lituanie et en France » présente les deux systèmes de l'exécution des peines (systèmes pénitentiaires) en Lituanie et en France et leurs caractéristiques principales. Cela est décrit dans le détail afin de pouvoir concevoir les principales différences et similitudes entre ces systèmes pénitentiaires, leur importance, afin de comprendre comment les systèmes des institutions de l'exécution de la peine sont organisés en Lituanie et en France. Dans le premier chapitre de la première partie du travail, on décrit le système de l'exécution des peines en Lituanie. Au deuxième chapitre de la première partie, on analyse les établissements pénitentiaires lituaniens, qui exécutent la peine privative de liberté. En Lituanie, sur 100 000 habitants, on trouve 234 personnes détenues. La moyenne en Europe occidentale est de 100 détenus. Les établissements pénitentiaires lituaniens sont surpeuplés par suite d'une inculture pénale et du terme de la peine des condamnés à une privation de

liberté qui est de 1 an 11 mois et 14 jours. Le troisième chapitre de la première partie de la thèse décrit le système des institutions de l'exécution des peines en France. En France, ainsi qu'en Lituanie, l'exécution de la peine est de la compétence exclusive de l'État. L'administration pénitentiaire de France a une double mission : elle participe à l'exécution des peines, contribuant ainsi à la sauvegarde de la sécurité de la société, et organise la resocialisation des personnes condamnées. Elle est organisée de telle manière qu'elle puisse favoriser l'individualisation des peines. Le quatrième chapitre de la première partie de la thèse analyse les établissements pénitentiaires de France qui exécutent les peines privatives de liberté. En France il y a 195 établissements pénitentiaires, répartis en deux catégories : maisons d'arrêt et établissements pour peine. Aujourd'hui, les maisons d'arrêt forment les 2/3 de tous les établissements pénitentiaires ; on y détient les personnes arrêtées, et également des individus condamnés à de courtes peines, inférieures ou égales à un an. En France, sur 100 000 habitants on trouve 100,3 détenus. La durée moyenne de détention est de 8 mois. Ces dernières années, le nombre des personnes incarcérées dans des établissements pénitentiaires a eu tendance à croître.

Le deuxième chapitre des recherches de la thèse « Statut juridique du condamné » analyse la notion de statut juridique de la personne condamnée, le contenu du statut juridique, les particularités de réglementation du statut juridique des condamnés. Il est impossible de donner une définition unique des droits de l'homme, qui soit la seule à être exacte. Certains auteurs pensent que dans la société contemporaine libérale on commence à percevoir de plus en plus distinctement l'importance sociale qui est en principe philosophique des droits inaliénables de l'homme, comme une forme optimale de l'individualité, de l'unicité, de la valeur et de la sauvegarde de la personne. C'est d'après cela que se caractérisent les droits de l'homme : ce sont «les libertés des personnes au sein de la société et la perspective de leur épanouissement». D'autres affirment, que les droits de l'homme sont «une synthèse des principes personnels et institutionnels, sans lesquels il est impossible de développer les processus politiques, l'activité d'autres institutions démocratiques, l'exécution du contrôle de l'Etat et la possibilité d'existence d'un compromis social dans la société». D'autres encore essaient de distinguer les droits fondamentaux (comme un droit à la vie, droit à la liberté) et les droits civiques, politiques, économiques et sociaux. Actuellement le statut juridique des condamnés, c'est à dire leurs droits, leurs libertés et leurs obligations, est fixé par les lois. Cela est réglementé par le Code d'exécution des peines en Lituanie, le Code Pénal et le Code de Procédure Pénale en France. C'est une condition importante car elle assure la légalité de l'exécution des peines. Le statut juridique des condamnés joue un grand rôle social et politique pour les raisons suivantes : 1) l'application de la peine est liée aux limitations des droits et des libertés, car les condamnés, qui accomplissent une peine, restent citoyens, ils ont leurs droits et leurs libertés ; 2) le statut juridique justement défini est une garantie juridique qui préserve les condamnés de l'arbitraire et qui garantit donc l'application

convenable des droits et des libertés ; 3) pendant l'exécution des peines une grande importance est accordée à l'exécution des obligations des condamnés, la réalisation de leurs droits et leurs libertés dont l'un des principaux objectifs est leur resocialisation ; 4) la sauvegarde des droits de l'homme et l'assurance convenable des droits des condamnés, le respect de leurs droits a une grande importance car on a pour but de réintégrer convenablement la communauté internationale ; 5) sur le plan politique, le statut juridique des détenus est un indice, qui démontre la volonté et les possibilités de n'importe quel État de garantir ses engagements dans le domaine des droits de l'homme. Le statut juridique du condamné – c'est un statut juridique, qui se compose du statut juridique commun des droits de personne, avec des limitations, établies par les lois pénales et les lois de l'exécution des peines et les jugements de la justice et les droits, les libertés et les obligations, qui sont régies par les actes juridiques de l'exécution des peines. Cette définition peut être argumentée. Tout d'abord, les personnes, qui effectuent les peines, ont toutes les droits, les libertés et les obligations prévues pour les personnes, avec toutes les limitations qui sont prévues par les lois pénales et de l'exécution des peines et en plein accord avec le jugement. La personne condamnée n'est pas une personne dénuée de droits. Son statut juridique change suite à la peine prononcée et au droit commun et spécial des condamnés, qui sont régis par les actes juridiques de l'exécution de la peine. Les droits du condamné sont limités autant que la peine prononcée l'exige. Il faut également souligner que la peine appliquée peut limiter non seulement certains droits et libertés, mais peut aussi concrétiser ou préciser leur contenu ou déterminer un mécanisme spécial d'application des droits et des libertés, qui ne soit pas limités par la peine appliquée. Il est aussi impératif de souligner qu'un statut spécial des condamnés veut dire que les condamnés, en effectuant leur peine, acquièrent de nouveaux droits et obligations spéciaux dont d'autres personnes, qui ne sont pas encore condamnées, ne bénéficient pas (par exemple, le droit des condamnés à une privation de liberté à un long parloir ou l'obligation des personnes condamnées à des peines d'arrêt de respecter le règlement intérieur de l'établissement, d'exécuter les demandes de l'administration de l'établissement). Le statut juridique du condamné peut dépendre des objectifs de la peine, des types de peine ou de la conduite du condamné lors de l'exécution de la peine. Le contenu du statut juridique des personnes qui exécutent une peine est composé de droits, de libertés et d'obligations. On donne aux condamnés la possibilité de transformer leur statut juridique, cela tend à favoriser la resocialisation des condamnés. L'instance de justice qui a examiné la cause, prend la décision d'appliquer la peine, mais n'enlève pas à la personne le droit de rester un être humain.

Dans le troisième chapitre des recherches de la thèse « Les droits et les obligations des condamnés et leurs réalisations » nous avons analysé les droits et les obligations des condamnés dans les établissements pénitentiaires en France et en Lituanie, à travers une étude comparative des deux systèmes. Nous avons choisi d'analyser les droits et les devoirs des condamnés pour trois raisons :

premièrement nous pouvons comparer les droits (par exemple, en Lituanie le travail des détenus est un devoir alors qu' en France c' est un droit) ; deuxièmement cette analyse nous permet d' observer le respect (ou non-respect) de droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires : cet élément est particulièrement important dans les établissements pénitentiaires qui par leurs statuts sont des lieux fermés ; enfin, les droits des condamnés en établissements pénitentiaires sont nombreux. En effet, le statut juridique d'un condamné est basé sur celui des personnes ordinaires. C' est pour cela que nous n'avons pas pu analyses tous les droit des condamné en établissements pénitentiaires et que nous avons choisi concentrer sur les droits les plus importants pour la resocialisation des condamnés : le droit des condamnés à recevoir une information écrite sur l'ordre et les conditions d'exécution de peine, leurs droits et devoirs ; le droit des condamnés à adresser des plaintes ; le droit des condamnés à effectuer une activité individuelle de travail ; le droit des condamnés à effectuer à suivre des enseignements ; le droit des condamnés à effectuer une activité artistique ; le droit des condamnés à effectuer d'autres activités ; le droit des condamnés à rencontrer les proches ; le droit des condamnés à rencontrer des tiers ; le droit des condamnés à correspondre ; le droit des condamnés à téléphoner ; le droit des condamnés à bénéficier de permissions de sortir ; le droit des condamnés à effectuer des courts départs à son domicile ; le droit des condamnés au bénéfice d'une libération conditionnelle des établissements pénitentiaires. L'analyse des droits des condamnés et de leur réalisation s'est inspirée de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme. En généralisant l'assurance des droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France, il est possible d'affirmer qu'en principe les droits des condamnés dans les deux États sont protégés correctement, pourtant il y a certaines problèmes dans le domaine de leurs réalisation. L'enquête effectuée a démontré, qu'en Lituanie il y a des problèmes concernant une courte visite à domicile, qui n'est pas pratiquement réalisable. Pareillement, le droit des condamnés à libération conditionnelle en Lituanie a certains problèmes de réglementation, car la libération conditionnelle n'est pas appliquée aux condamnés à perpétuité. Pareille réglementation ne va pas avec la recommandation du Comité des Ministres aux États membres Nr. Rec(2003)22 concernant la libération conditionnelle et la recommandation Nr. Rec(2003)23 concernant la gestion par les administrations pénitentiaires des condamnés à perpétuité et des autres détenus de longue durée, dans lesquelles on propose l'octroi et la mise en application de la libération conditionnelle pour les condamnés à perpétuité. Egalement, l'art. 110 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale statue, que lorsque la personne a purgé les deux tiers de sa peine ou accompli 25 années d'emprisonnement dans le cas d'une condamnation à perpétuité, la Cour réexamine la peine pour déterminer s'il y a lieu de la réduire. Si la peine n'est pas réduite par la Cour, elle réexamine par la suite la question de la réduction de peine. On peut affirmer, que *de facto* condamnés à perpétuité sont damnés à rester en prison jusqu'à la fin de leur vie. Ce qui n'est pas humain, car les condamnés n'ont aucune motivation de changer vers le bien, il est

impossible dans les établissements pénitentiaires d'accomplir les buts de leur resocialisation. La Lituanie se distingue par cet aspect (hélas, pas positivement) d'autres pays de l'Union européenne. Il est important d'attirer attention au fait, qu'en Corée, au Japon le terme minimal de la peine privative de liberté à perpétuité (lors d'une condamnation à perpétuité) est 10 ans, en Allemagne 15 ans, en Grèce 16 ans, en Australie 20 ans, en Pologne, au Canada et en Nouvelle Zélande 25 ans. L'enquête qu'on a effectuée démontre, qu'il est impératif d'introduire en Lituanie un terme, après lequel on établira pour le condamné à perpétuité une possibilité de réduire (de changer) la peine ou appliquer une libération conditionnelle. La France a des problèmes concernant les droits des étrangers à recevoir une information écrite sur la discipline et les conditions de l'exécution de la peine. Les condamnés étrangers forment 19,1%, c'est-à-dire une cinquième de tous les personnes condamnées. La France a également des problèmes de réalisation des appels téléphoniques, car ils ne sont pas octroyés aux condamnés à une privation de peine, qui exécutent leur peine dans les maisons d'arrêt. La Lituanie et la France ont des problèmes similaires concernant le droit à effectuer une activité individuelle de travail, à suivre des enseignements, à l'activité artistique etc.

Le quatorzième chapitre de la troisième partie du travail examine les plus actuels problèmes indiqués par des personnes interrogées, concernant l'activité des établissements pénitentiaires et gênant l'assurance effective des droits des condamnés. Les personnes interrogées en Lituanie ont mis en relief de nombreux problèmes, qui ont été regroupés selon leur importance : de fréquents changements des actes juridiques, des problèmes de gestion des chefs des établissements pénitentiaires, un manque de personnel dans les établissements pénitentiaires, l'emploi de temps des condamnés et les conditions de détention des condamnés. Les personnes interrogées en France ont énuméré, d'après leur importance, les problèmes liés à la réalisation des droits des condamnés à une privation de liberté : les conditions de détention, l'accès des condamnés à l'information concernant leurs droits et à leur réalisation, le manque de personnel dans les établissements pénitentiaires, l'emploi des condamnés et l'explication (l'interprétation) des actes d'exécution de la peine.

Le quinzième chapitre de la troisième partie de la thèse examine les obligations des condamnés et les problèmes concernant la réalisation de ces obligations à une privation de liberté. Les obligations des condamnés dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France, en principe, sont les mêmes, c'est pourquoi on peut distinguer les obligations principales des condamnés à une privation de liberté : le respect du règlement intérieur de l'établissement pénitentiaire qui leur est imparti ; obéir aux instructions et aux ordres que leur donne l'institution, l'établissement ou le fonctionnaire chargés de l'exécution des peines. Dans les lois d'exécution des peines les obligations peuvent être exprimées par des interdictions. Dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France les interdictions sont en principe similaires. En France la liste des interdictions pour les condamnés est plus grande, car elles sont réparties en trois niveaux. Cette différenciation permet

d'appliquer, pour l'infraction aux interdictions, des sanctions, selon leur niveau de gravité. Les sanctions disciplinaires sont différenciées dans les lois en fonction de la gravité de l'infraction commise. Les données de l'enquête démontrent qu'en Lituanie les infractions à la discipline dans les établissements pénitentiaires sont nombreuses, cependant elles ne sont pas aussi graves qu'en France (actions illégales d'un groupe de complices ; agression contre le personnel des établissements pénitentiaires). Le nombre des évasions dans les deux pays est minime. Il y a moins d'évasions des établissements pénitentiaires (de type fermé) en Lituanie qu'en France. Pour le nombre des évasions en 2005 la Lituanie (0,0) et la France (3,6) occupent une position haute, car le nombre des évasions est bien inférieur à la moyenne Européenne – 20,4. Les obligations établies pour les condamnés assurent l'ordre convenable dans les établissements de détention et favorisent la resocialisation des condamnés.

Dans la quatrième partie de la thèse « Le processus disciplinaire dans les établissements pénitentiaires » on parle de la procédure disciplinaire dans les prisons, des garanties procédurales et des droits des condamnés lors du processus disciplinaire. La procédure disciplinaire dans les établissements pénitentiaires est une mesure visant à maintenir l'ordre dans l'établissement, à discipliner les condamnés, ainsi qu'à réaliser avec succès les objectifs fixés par l'établissement. La définition de la notion de fonctionnement disciplinaire dans les établissements pénitentiaires est inexistante dans les actes juridiques de la Lituanie, tout comme en France. On commence l'analyse par la notion du processus disciplinaire, on distingue les étapes fondamentales du processus disciplinaire. On analyse les garanties procédurales lors du processus disciplinaire : le condamné doit être informé tout de suite et en détail dans la langue qu'il comprend, sur le caractère et la classification des charges ; on doit lui donner le temps et toutes facilités pour qu'il puisse préparer sa défense ; on doit lui permettre de se défendre lui-même et/ou avec une aide juridictionnelle ; on doit lui permettre de convoquer les témoins, que les témoins soient interrogés, ainsi qu'à avoir des témoins qui témoignent à sa décharge etc. On analyse aussi les procédures de l'appel des sanctions dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France. La doctrine du droit pénitentiaire en France tend à s'orienter vers des garanties procédurales qui jusqu'alors n'étaient employées que lors des processus pénaux, ces garanties commencent à influencer de plus en plus le processus disciplinaire dans les établissements pénitentiaires. Au vu des dernières tendances des systèmes pénitentiaires, on peut affirmer que les procédures disciplinaires dans les établissements pénitentiaires deviennent de plus en plus objectives et de plus en plus transparentes, de plus en plus ouvertes à la société suite aux actes juridiques internationaux et à la pratique de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Dans la cinquième partie de la recherche de la thèse « Institutions de protection et de contrôle des droits des condamnés » on analyse les institutions de la sauvegarde et du contrôle des droits des

condamnés, leurs fonctions et leur influence sur l'assurance des droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires. Toutes les prisons doivent faire l'objet d'une observation permanente de l'État ainsi que d'une observation par des organismes indépendants appropriés. Les rapports, les conclusions et les diverses décisions de plusieurs institutions nationales et internationales démontrent que même dans des systèmes pénitentiaires développés il est impératif de recourir à un contrôle autonome des établissements pénitentiaires, car, tout d'abord, les établissements pénitentiaires sont des espaces fermés, c'est-à-dire que seules les personnes autorisées peuvent y avoir accès, car il existe tout un système de permis. Deuxièmement, la protection et la réalisation des droits des condamnés sont directement liées au travail de l'administration de l'établissement pénitentiaire. Il est important, que les rapports, les recommandations, les opinions des institutions nationales et internationales du contrôle et autres documents puissent être présentés publiquement. Traditionnellement, les institutions de la sauvegarde des droits et des libertés de l'homme sont divisées en institutions de nature judiciaires et non judiciaire.

Dans le premier chapitre de la cinquième partie du travail de la thèse on analyse les institutions non judiciaires de l'état. Le contrôle non judiciaire des établissements pénitentiaires se divise en contrôle intérieur et extérieur. On examine les organismes principaux qui effectuent le contrôle intérieur dans les établissements pénitentiaires en Lituanie (Ministère de la Justice ; Département des prisons auprès du ministère de la Justice) et en France (Inspection des services pénitentiaires ; Inspection des institutions judiciaires, Inspection générale des services judiciaires). Le contrôle interne est très important, mais il n'est pas suffisant, car le système essaie de résoudre ses problèmes en silence, sans faire le moindre bruit. Il faut reconnaître, que l'administration de l'établissement pénitentiaire a assez de moyens et des mesures pour modifier l'opinion du condamné, car la qualité de la vie du condamné dans l'établissement pénitentiaire dépend de l'administration de l'établissement, c'est pourquoi le contrôle extérieur est nécessaire. On analyse plus tard les institutions (commissions) qui assument le contrôle extérieur en Lituanie (Institution des contrôleurs du Seimas ; Service du contrôleur d'égalité des possibilités ; le Parquet), et en France (Commission de surveillance française ; Contrôleur général des prisons; Médiateurs des prisons ; Délégués de médiateur des prisons ; Parlementaires ; Commission nationale de déontologie de la sécurité ; Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Dans le deuxième chapitre de la cinquième partie du travail de thèse on analyse l'activité du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) son influence sur les droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires. Le Comité européen pour la prévention de la torture, des peines, traitements inhumains ou dégradants est considéré comme un indice démontrant le niveau de la sauvegarde des droits de l'homme dans un établissement pénitentiaire de l'État. Ce Comité a le droit à faire des inspections dans tous les locaux

où sont détenues les personnes qui sont ou pourront être privées de liberté au nom de l'État, dans tout les États, participants à cette Convention. Le Comité européen pour la prévention de la torture, des peines, traitements inhumains ou dégradants a trois fois visité la Lituanie et neuf fois la France. On examine les rapports et les recommandations du Comité européen pour la prévention de la torture, des peines, traitements inhumains ou dégradants.

Dans le troisième chapitre de la cinquième partie du travail de la thèse on analyse les institutions judiciaires de l'État. On commence cette analyse par la France, car en France il existe des organes spéciaux de l'exécution des peines, qui composent le système d'application des peines ; (juge d'application des peines ; tribunal de l'application des peines ; chambre de l'application des peines). On insiste sur le rôle du juge d'application des peines, ses fonctions, sa compétence et ses prérogatives. Dans l'autre chapitre on examine la compétence des tribunaux lituaniens dans le domaine de l'exécution des peines on propose d'introduire en Lituanie la fonction du juge d'application des peines, qui déterminerait à chaque condamné les conditions de l'application des peines et contrôlerait leur exécution. Sa compétence serait relative à : la libération conditionnelle ; le privation de liberté avec sursis ; libération conditionnelle de la peine avant terme ; transformation de la peine vers une peine plus modérée ; dispense de la peine suite à une maladie etc.

Dans le quatrième chapitre de la cinquième partie du travail de la thèse on étudie l'activité de la Cour européenne des Droits de l'Homme et sa jurisprudence. On analyse la procédure de la plainte devant cette institution internationale judiciaire. On inventorie les procès perdus de Lituanie et de France devant la Cour européenne des Droits de l'Homme, liés aux condamnés à une peine privative de liberté, ainsi que les causes de ces échecs. La pratique révèle que les condamnés à une privation de liberté sont prêts à revendiquer leurs droits auprès de cette institution judiciaire, bien que le litige devant cette institution puisse durer quelques années. La jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme dans le domaine de l'exécution des peines influence directement le droit de l'exécution des peines national, car après les procès perdus les États doivent modifier les actes juridiques nationaux de manière à ce qu'ils correspondent aux standards internationaux de l'exécution des peines.

Conclusions. Après avoir analysé les droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France ainsi que les problèmes pratiques et théoriques de la réalisation de ces droits, nous présentons les conclusions ci-dessous :

1. Les droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France ont certaines spécificités de réglementation, toutefois, en principe, ils coïncident si l'on prend en compte leur contenu. La réglementation de ces droits dans les actes juridiques nationaux des deux États correspond aux exigences des normes internationales des droits de l'homme, cette réglementation est influencée par les traités internationaux ratifiés de deux États ainsi que par les

efforts des deux États à correspondre, dans le domaine de la réglementation et la pratique de l'exécution de la peine, à la recommandation Nr. R (2006) 2 du Comité européen des ministres aux États membres sur les Règles pénitentiaires européennes, qui est le Code européen de l'exécution des peines.

2. Le statut juridique du condamné est un statut juridique qui se compose du statut juridique commun de la personne avec des limitations, attribués aux condamnés par les lois pénales et d'exécution des peines ainsi que par la sentence prononcée et les droits, les libertés et les obligations, régis par les actes de l'exécution des peines. Le statut juridique du condamné apparaît dès que la condamnation entre en vigueur. Le statut juridique du condamné n'est pas statique, il peut être atténué ou aggravé en proportion du comportement du condamné lors de l'exécution de la peine, ainsi on favorise sa resocialisation.

3. La réalisation des droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires en Lituanie et en France présentent des problèmes communs : le manque du personnel des établissements pénitentiaires, les conditions de détention des condamnés, un grand nombre des condamnés occasionnant une surpopulation des établissements pénitentiaires. La recherche a constaté que la Lituanie a beaucoup de problèmes dans le domaine de la réalisation des droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires, qui lui sont propres : changement fréquent des actes juridiques, problème de la gestion des autorités des établissements pénitentiaires. Les problèmes de la France, liés à la réalisation des droits des condamnés sont ci-dessous : manque d'information pour les condamnés concernant leurs droits et l'application de ces droits, les différentes institutions d'État traitent différemment la réglementation de l'exécution de la peine, autrement dit, la jurisprudence des actes juridiques et d'exécution des peines.

4. Le processus disciplinaire dans les établissements pénitentiaires agit comme une mesure, qui aide à maintenir l'ordre dans l'établissement, à discipliner les condamnés ainsi qu'à réaliser avec succès les objectifs que l'établissement fixe. Les condamnés en France ont davantage des garanties procédurales lors de processus disciplinaire que les condamnés dans les établissements pénitentiaires en Lituanie. Là l'auteur de l'infraction a un défenseur gratuit, ainsi que dans la procédure elle-même il y a un délai prévu pour qu'on puisse préparer sa défense, également un étranger qui ne connaît pas la langue française a le droit à bénéficier des services d'un traducteur. En France par la participation d'un avocat lors du processus disciplinaire on tend à assurer l'objectivité du processus lui-même et à renforcer le droit du condamné à la défense, il n'existe pas le même dispositif en Lituanie. Le processus disciplinaire en France est beaucoup plus progressiste que le processus disciplinaire en Lituanie, toutefois les deux systèmes ont un défaut commun, car ce sont les représentants de l'administration de l'établissement pénitentiaire qui s'occupent de processus disciplinaire.

5. En Lituanie et en France diverses d'institutions, assurent les droits des condamnés et effectuent le contrôle des établissements pénitentiaires. On peut énumérer les institutions effectives qui tendent à garantir les droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires : Le ministère de la Justice, le Département des prison auprès du Ministère de la Justice, l' Institution des contrôleurs de Seimas, le Service du contrôle de l'égalité des chances. En France les droits des condamnés sont assurés par ces institutions : l'Inspection des services pénitentiaires, les Médiateurs des établissements pénitentiaires, le Contrôleur général des prisons et la Commission nationale de déontologie de la sécurité. Nous croyons qu'actuellement l'activité de l'inspection générale des services judiciaires et des commissions de surveillance françaises en France concernant la sauvegarde des droits des condamnés, ne peut être considérée comme réellement effective.

6. En France l'activité des instances spécifiques dans les tribunaux (juges d'application des peines, tribunaux de l'application des peines, chambres de l'application des peines) assure plus efficacement l'accomplissement des droits des condamnés à une peine privative de liberté et leurs intérêts, car on traite plus rapidement et plus attentivement les questions de perfectionnement et d'individualisation de la peine. Les juges d'application des peines connaissent les condamnés personnellement, ils leur appliquent certaines mesures, liées au changement du statut juridique, car ils visitent souvent les établissements pénitentiaires et communiquent directement avec les condamnés. Il est impératif de souligner, que les juges d'application des peines en France contrôlent constamment les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires, tandis qu'en Lituanie un tel mécanisme n'existe pas.

7. L'activité du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines, des traitements inhumains ou dégradants dans le domaine de la sauvegarde des droits des condamnés peut être considérée dans les établissements pénitentiaires comme étant effective. Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines, des traitements inhumains ou dégradants est une institution internationale qui caractérise l'état des droits des condamnés dans les établissements pénitentiaires et dont les recommandations sont impératives pour les États. Le principal intérêt du CPT est d'organiser des visites ordinaires et occasionnelles dans les établissements pénitentiaires, il est composé des spécialistes des différents domaines : anciens fonctionnaires et autorités des établissements pénitentiaires, fonctionnaires des ministères, des médecins, des magistrats et des professeurs universitaires. La Cour européenne des Droits de l'Homme se base sur les recommandations du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

8. La Lituanie et la France s'efforcent à prendre en considération la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme dans le cadre de l'exécution des peines, cela est surtout caractéristique de la France. Certains condamnés à une privation de liberté ont gagné leurs procès

devant cette institution (concernant les conditions de détention, la confidentialité des correspondances etc.). La Cour européenne des Droits de l'Homme est une institution efficace dans la protection juridique des droits des condamnés, car sa jurisprudence influence la sauvegarde des droits et des libertés des condamnés dans les établissements pénitentiaires des deux États. Les États sont obligés de changer leurs actes juridiques nationaux tout en se basant sur la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

LISTE DE PUBLICATIONS

1. Gončarko A., Usik D. Le système pénitentiaire lituanien // Les systèmes pénitentiaires dans le monde. - Dalloz, France, 2007. P. 257–277.
2. Gončarko A. Le processus disciplinaire dans les établissements pénitentiaires en Lituanie, en France et au Canada // Jurisprudencija. Université Mykolas Romeris, 2008. Vol. 2 (104). P. 101–108.

L'information en bref sur le candidat en doctorat

Nom, prénom : **GONCARKO Aleksandr**

Date et lieu de naissance : le 27 juin 1980 à Vilnius, Lituanie

FORMATION :

2004–2009 Université de Pau et des Pays de l'Adour, Faculté de droit, doctorant en matière de droit pénal
(préparation de la thèse en co-tutelle)

2004–2009 Université Mykolas Romeris, Faculté de droit, doctorant en matière de droit pénal

2002–2004 Université de Droit de Lituanie, Diplôme de Juriste (Master)

1998–2002 Université de Droit de Lituanie, Diplôme de Juriste (Licence)

1987–1998 Ecole Secondaire N°46 de Vilnius (Levo Karsavino), Diplome de fin d'études secondaires générales

EXPÉRIENCE

PROFESSIONNELLE :

A partir de 2004 Université Mykolas Romeris,
Département du droit et de l'activité pénitentiaire

2004 L'inspection de réinsertion de Vilnius, inspecteur

ETUDES ET STAGES

À L'ÉTRANGER :

2006 Université Paul Cézanne Aix-Marseille III, Faculté de droit, étudiant Socrates/Erasmus (France)

2005 Université de Pau et des Pays de l'Adour, Faculté de droit (France)

2003 Ecole nationale d'administration pénitentiaire. Elève de la 34 promotion des Directeurs Pénitentiaires (France)

Aleksandr Gončarko

NUTEISTŪJŲ LAISVĖS ATĖMIMU TEISĖS IR JŲ ĮGYVENDINIMAS PAGAL LIETUVOS IR PRANCŪZIJOS BAUSMIŲ VYKDYMO ĮSTATYMUS

Santrauka

Tiriamoji problema. Pasaulyje įstatymų leidėjai ir visuomenė vis labiau spaudžia penitencinę administraciją nuteistiesiems taikyti kuo griežtesnes kalinimo sistemas ir įdiegti naujus draudimus, sustiprinti įkalinimo įstaigų saugumą. Pastaraisiais metais net ir Europos valstybėse, tradiciškai liberaliose ir atvirose, jaučiama orientacija į visuomenės saugumą. Atrodo, kad sudėtinga tarpusavyje suderinti visiškai priešingus dalykus – visuomenės saugumą ir nuteistųjų teisių užtikrinimą įkalinimo įstaigose, tačiau tai padaryti įmanoma. Visuomenės saugumą galima užtikrinti, tinkamai sureglamentavus nuteistųjų teisinę padėtį, kuri skatintų nuteistųjų resocializaciją, o tai savaime užtikrina visuomenės saugumą. Blogi kalėjimai valstybei atsieina brangiau, negu geri kalėjimai. Geras kalėjimas – tai įkalinimo įstaiga, kurioje tinkamai užtikrinamos nuteistųjų teisės ir laisvės, siekiama nuteistųjų resocializacijos. Darbo tiriamoji problema – nuteistųjų laisvės atėmimu teisinė padėtis. Ji apima kelis aspektus. Visų pirma, tai nuteistųjų laisvės atėmimu teisių, laisvių ir pareigų reglamentacija Lietuvoje ir Prancūzijoje. Antra, tai nuteistųjų teisių ir pareigų realizacija Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose. Abi valstybės yra ratifikavusios Visuotinę žmogaus teisių deklaraciją, Tarptautinę pilietinių ir politinių teisių paktą, Europos žmogaus teisių ir pagrindinių laisvių apsaugos konvenciją ir Europos konvenciją prieš kankinimą ir kitokį žiaurų, nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą, kuriuose akcentuojama, kad žmogaus teisės turi būti gerbiamos. Bet kuri valstybė gali turėti pažangią laisvės atėmimo bausmės reglamentaciją, tačiau svarbiausia yra tai, ar suteiktos nuteistiesiems teisės ir laisvės bus tinkamai užtikrinamos valstybės ir ar nuteistieji galės savo teises, ir laisves tinkamai įgyvendinti. Teisių ir laisvių paskelbimas gali likti tik formalia deklaracija, jeigu jų vykdymas nebus tinkamai užtikrintas ir neegzistuos efektyvus kontrolės mechanizmas.

Darbo temos aktualumas ir naujumas. Kalėjimai buvo naudojami Kinijoje jau 2600 m. pr. m. e. Nuo XIII a. antros pusės ėmė formuotis dabartinė kalinimo sistema, žmogaus teisės įkalinimo įstaigose dėl Renesanso ir humanizmo idėjų tapo nuolatinių diskusijų objektu. Galima teigti, kad žmogaus teisės įkalinimo įstaigose – tai universali problema, aktuali daugeliui pasaulio valstybių. XXI a. pradžioje daugiau nei du milijonai europiečių, tai yra 1 iš 400, buvo patekę į kalėjimus, komisariatų, psichinės sveikatos įstaigas ir į kitas įkalinimo vietas. Pasaulyje 2002 metais maždaug

vienas asmuo iš 700 buvo įkalinimo įstaigose. Lietuvos ir Prancūzijos valstybių patirtis rodo, kad nuteistųjų įkalinimo įstaigose skundų skaičius nuolatos auga, jie keliauja ne tik į nacionalines, bet ir į įvairias tarptautines institucijas. Europos komitetas prieš kankinimą ir kitokį žiaurų, nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą per vizitus nustatė, kad Lietuvos ir Prancūzijos įkalinimo įstaigose yra nemažai problemų, susijusių su kalinių laikymo sąlygomis, taip pat su šių asmenų teisių užtikrinimu. Europos Žmogaus Teisių Teisme abi valstybės yra pralaimėjusios bylų dėl nuteistųjų teisių pažeidimų. Būtina paminėti paskutinę Europos Žmogaus Teisių Teismo bylą *Savenkovas prieš Lietuvą*, kurioje buvo pripažinta, kad Lietuva pažeidė Konvencijos 3 ir 8 straipsnius. Šis tarptautinis įvykis – tai dar viena priežastis, kodėl būtina nagrinėti žmogaus teises pataisos įstaigose.

Nuteistųjų laisvės atėmimu teisių reglamentavimas LR pataisos darbų kodekse pasirodė esantis neefektyvus atkūrus Lietuvos nepriklausomybę, nes sena reglamentacija neatitiko naujų Lietuvos Respublikos demokratijos iššūkių bei įvykusių socialinių ir teisinių visuomenės pokyčių. Taip pat LR pataisos darbų kodekse nustatytos tam tikros normos realybėje buvo tik deklaracijos. Po Nepriklausomybės atkūrimo dešimtmetį bausmių vykdymo sritį reguliavo senasis Pataisos darbų kodeksas su pakeitimais. Jį pakeitė visiškai naujas Bausmių vykdymo kodeksas, kuris užtikrino pažangią nuteistųjų teisių ir laisvių reglamentaciją. Prancūzijoje bausmių vykdymas yra reglamentuotas Baudžiamajame (pranc. Code Pénal) ir Baudžiamojo proceso kodeksuose (pranc. Code de Procédure Pénale), atskiro kodifikuoto įstatymo nėra, tačiau vyksta parengiamieji Bausmių vykdymo kodekso darbai. 2008 m. liepos 28 d. buvo pristatytas Bausmių vykdymo kodekso projektas (pranc. le projet loi pénitentiaire), kuris turi tinkamai garantuoti teises ir laisves kiekvienam nuteistajam. Svarbus įvykis, susijęs su nuteistųjų laisvės atėmimu teisine padėtimi, yra tas, kad nuo 2006 metų Prancūzija, vykdydama laisvės atėmimo bausmę savo praktinėje veikloje, pradėjo laikytis ir vadovautis Europos Tarybos Ministrų Komiteto rekomendacija Nr. R(2006)2 „Dėl Europos kalėjimų taisyklių“. Šios rekomendacijos 1 straipsnyje nustatyta, kad su asmenimis, iš kurių atimta laisvė, turėtų būti elgiamasi taip, kad būtų užtikrinta pagarba jų žmogaus teisėms. „Šis teisės aktas sudarytas iš principų, kurie nustato humanišką ir realią praktiką įkalinimo įstaigose.“ Taigi abiejų valstybių bausmių vykdymo srities reglamentacija rodo, kad žmogaus teisėms įkalinimo įstaigose turi būti skiriamas ypatingas dėmesys, nes nuteistųjų teisės, laisvės ir pareigos nustatytos įstatymuose.

Mokslinis darbas aktualus tuo, kad jame stengiamasi išanalizuoti pagrindines dabartines Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigų problemas, susijusias su nuteistųjų teisių įgyvendinimu. Disertacijoje analizuojamos nuteistųjų laisvės atėmimu teisės, laisvės ir pareigos, kurios sudaro jų teisinės padėties pagrindą, skatina nuteistųjų resocializaciją. Pažymėtina, kad nuteistųjų teisės Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose disertacijose iki šiol dar nebuvo tyrinėtos. Tai pirmasis darbas, kuriame atliekama lyginamoji nuteistųjų teisių ir pareigų Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose analizė.

Nuteistųjų laisvės atėmimu teisės – tai tema, kuri yra nuolat aktuali ir nauja, nes nuteistojo teisės ir laisvės visą laiką evoliucionuoja, o mokslinių tyrimų atlikta labai nedaug. Disertacijoje pasirinktos nagrinėti dvi skirtingos valstybės: Lietuva – jaunos demokratijos valstybė ir Prancūzija – senos demokratijos šalis. Toks pasirinkimas leidžia išanalizuoti abiejų valstybių teisių, laisvių reglamentaciją bei jų įgyvendinimą, atskleisti jų ypatumus, pasinaudoti Prancūzijos pažangia patirtimi. Tai pirmas toks darbas, kuriame atliekama nuteistųjų teisių Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose lyginamoji analizė, kompleksiskai nagrinėjamos pagrindinės nuteistųjų laisvės atėmimu teisės ir jų įgyvendinimas. Be to, reikia atkreipti dėmesį į tai, kad ištirta empirinė abiejų valstybių specialistų, dirbančių su nuteistaisiais (Teisingumo ministerijos, Kalėjimų departamento ir pataisos įstaigų darbuotojai), veiklos patirtis vykdant laisvės atėmimo bausmę. Darbas atskleidžia nuteistųjų laisvės atėmimu teisių užtikrinimo esamas problemas ir pateikia tam tikrus jų sprendimų būdus.

Tyrimų apžvalga. Lietuvos bausmių vykdymo teisės doktrinoje iki tol buvo atlikta keletas mokslinių tyrimų, skirtų nuteistųjų laisvės atėmimu teisei padėčiai ištirti bei nuteistųjų laisvės atėmimu teisių realizacijai pataisos įstaigose. Reikia paminėti pagrindinius Lietuvos mokslinius darbus šioje srityje: G. Švedo „Laisvės atėmimo bausmė ir jos vykdymo teisinės problemos“ (1993), „Laisvės atėmimo bausmės teisiniai aspektai“ (1991), „Laisvės atėmimo bausmė: baudžiamosios politikos, baudžiamieji teisiniai aspektai“ (2003), „Bausmių vykdymo teisė. Bendroji dalis“ (2003), G. Sakalausko „Laisvės atėmimo bausmės vykdymas Lietuvoje: baudžiamieji politiniai aspektai, teisinės nuostatos, reformos, praktika ir perspektyvos“ (2005) ir J. Blaževičiaus „Penitencinė (bausmių vykdymo) teisė“ (2004). Taip pat šiuolaikiniame Lietuvos bausmių vykdymo teisės moksle nuteistųjų laisvės atėmimu teises bei jų teisinės padėties problemas įvairiais aspektais tyrinėjo D. Usikas, P. Stalioraitis, R. Drakšas ir M. Jokubauskas. Minėtų autorių darbai leido disertacijoje motyvuotai išsakyti kai kuriuos teiginius ir padaryti išvadas.

Prancūzijoje nuteistųjų teisės pataisos įstaigose buvo nagrinėtos kur kas plačiau negu Lietuvoje. Jas aptarė mokslininkai Jeanas Paulis Céré „Des limites aux droits des détenus“ („Nuteistųjų teisių apribojimai“, 2004), „L'évolution de la discipline en prison“ („Drausmės evoliucija kalėjime“, 2004), „L'Etat actuel de l'application du droit pénitentiaire“ („Dabartinė bausmių vykdymo teisė“, 2005), „L'influence du droit européen sur le droit de l'exécution des peines“ („Europos teisės įtaką bausmių vykdymo teisei“, 2005), „Les nouvelles règles pénitentiaires européennes“ („Naujos Europos kalėjimų taisyklės“, 2006), „Le droit à une vie familiale pour les détenus“ („Nuteistųjų teisė į šeiminių gyvenimą“, 2007), „Le procès équitable et le droit de la prison“ („Nešališkas procesas ir kalėjimų teisė“, 2007) ir kt., Martine Herzog Evans, Droit de l'application des peines“ („Bausmių vykdymo teisė“, 2002, 2005), „Droit de la sanction pénitentiaire“ („Drausminių nuobaudų normos“, 2004) ir kt. Be to, reikia paminėti kitus autorius, tyrinęjusius nuteistųjų laisvės atėmimu teises: Geneviève'as Mayeris, Jeanas Charlesas Froment'as,

Christianas Carlier'as, Éricas Péchillonas, Paulas Amoras, Alexis de Tocqueville'is ir kt. Būtina atkreipti dėmesį, kad 2003 metais buvo apginta Isabelle Mansuy disertacija nuteistųjų teisių srityje tema „La protection de droits des détenus en France et en Allemagne“ (Nuteistųjų teisių apsauga Prancūzijoje ir Vokietijoje). Nuteistųjų teises pataisos įstaigose tyrinėjo ir daug kitų užsienio valstybių mokslininkų: N. Christie, S. Trechselas, J. Murdochas, N. Rodley, R. Morganas, N. Walkeris, F. Dunkelis, I. Seliverstovas, V. Šmarovas ir kt.

Tyrimo objektas. Mokslinio tyrimo objektas yra nuteistųjų laisvės atėmimu teisinė padėtis, teisių, laisvių ir pareigų reglamentavimo ypatumai Lietuvos ir Prancūzijos bausmių vykdymo teisėje bei laisvės atėmimo baudmės vykdymo problemos, susijusios su žmogaus teisių užtikrinimu įkalinimo įstaigose.

Tyrimo tikslas ir uždaviniai. Šio tyrimo tikslas – remiantis bausmių vykdymo teisės ir kitų mokslų pasiekimais lyginamuoju metodu išanalizuoti nuteistųjų teises ir pareigas Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose bei jų realizaciją, įvertinti, ar nuteistųjų teisių ir pareigų reglamentacija ir įgyvendinimas abiejose valstybėse atitinka tarptautinių normų reikalavimus žmogaus teisių srityje, taip pat nustatyti teisinio reguliavimo ir praktinio teisės normų realizavimo trūkumus ir pateikti išvadas ir pasiūlymus dėl nuteistųjų teisių ir pareigų pataisos įstaigose reglamentavimo ir realizavimo tobulinimo.

Disertacinio tyrimo uždaviniai:

1. Atskleisti nuteistųjų laisvės atėmimu teisinės padėties sampratą ir jos turinį, teisių ir pareigų klasifikacijas bei nuteistųjų teisinės padėties reglamentavimo ypatumus.
2. Teoriniu ir empiriniu pažinimo lygmeniu ištirti nuteistųjų teisių ir pareigų reglamentaciją bei realizaciją Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose, atlikti jų lyginamąją analizę.
3. Lyginamuoju metodu ištirti drausminį procesą Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose, akcentuoti nuteistojo pažeidėjo procesines garantijas per drausminį procesą, pateikti abiejų valstybių drausminių procesų privalumus ir trūkumus.
4. Atskleisti ir įvertinti nacionalinių bei tarptautinių institucijų veiklą, susijusią su nuteistųjų laisvės atėmimu teisių užtikrinimu pataisos įstaigose.
5. Pateikti išvadas ir rekomendacijas dėl žmogaus teisių užtikrinimo gerinimo Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose, kuriomis galėtų remtis abiejų penitencinių sistemų specialistai ir teisininkai.

Tyrimo hipotezė. Lietuvos Respublikos bausmių vykdymo kodekse, Prancūzijos baudžiamajame ir baudžiamojo proceso kodeksuose ir kituose abiejų valstybių teisės aktuose suteiktos nuteistiesiems pataisos įstaigose teisės, pvz., teisė gauti rašytinę informaciją apie baudmės atlikimo tvarką ir sąlygas, savo teises ir pareigas, teisė pasimatyti su giminaičiais, su kitais asmenimis, teisė į trumpalaikę išvyką į namus, teisė į trumpalaikę išvyką už pataisos įstaigų ribų, teisė į lygtinį

paleidimą iš pataisos įstaigos ir t.t., turi tam tikrų reglamentacijos ir/arba įgyvendinimo problemų. Lietuvos ir Prancūzijos nuteistųjų laisvės atėmimu teisių įgyvendinimą reikšmingai įtakoja nacionalinių ir tarptautinių kontrolės institucijų veikla, susijusi su nuteistųjų pataisos įstaigose teisių užtikrinimu.

Tyrimo reikšmė. Mokslo darbo teorinė ir praktinė dalys skirtos ištirti problemas, susijusias su nuteistųjų teisių užtikrinimu Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose. Tyrimo metu atlikta analizė, suformuluoti teiginiai, išvados ir rekomendacijos gali būti naudojami studijuojant bausmių vykdymo teisę, taip pat darant tolesnius mokslinius tyrimus. Darbe siekiama pateikti rekomendacijas, galinčias pagerinti žmogaus teisių apsaugą įkalinimo įstaigose, formuojančias šiuolaikinį požiūrį į laisvės atėmimo bausmės vykdymą ir procesus, vykstančius pataisos įstaigose, atskleidžiančias esamą Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigų žmogaus teisių užtikrinimo būklę bei problematiką. Taip pat tyrimo rezultatai svarbūs praktinei pataisos įstaigų veiklai, nes pateiktos rekomendacijos gali būti įgyvendinamos abiejų valstybių, tobulinant ir stiprinant žmogaus teisių užtikrinimą pataisos įstaigose.

Tyrimo rezultatų aprobavimas. Disertacinio tyrimo rezultatai buvo naudojami dėstant „Galimybės apginti savo teises“ ir „Lygtinio paleidimo galimybės“ modulius nuteistiesiems Lietuvos įkalinimo įstaigose, pagal BPD 2.3 priemonę „Socialinės atskirties prevencija ir socialinė integracija“, projekte „Nuteistųjų ir asmenų, paleistų iš laisvės atėmimo vietų socialinės adaptacijos ir integracijos skatinimas“. Tyrimo rezultatais remiamasi dėstant Penitencinės (bausmių vykdymo) teisės kursą teisės, teisės ir penitencinės veiklos, socialinio darbo studijų studentams Mykolo Romerio universitete.

Ginamieji disertacinio tyrimo teiginiai. Remiantis tyrimo tikslu, objektu ir hipoteze galima suformuluoti šiuos ginamuosius disertacinio tyrimo teiginius:

1. Nuteistųjų teisės Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose savo turiniu iš esmės sutampa, jų įgyvendinimas abiejose valstybėse turi tam tikrų panašių problemų (laisvės atėmimo bausmės reglamentacija, didelis nuteistųjų skaičius pataisos įstaigose, nuteistųjų laikymo sąlygos, įkalinimo įstaigų perpildymas, personalo trūkumas).

2. Viena ir kita valstybė turi savo privalumų įgyvendindamos ir užtikrindamos tam tikras nuteistųjų teises ir pareigas, todėl vienos šalies pažangi patirtis gali būti perimta ir pritaikyta kitoje valstybėje.

3. Prancūzijoje per drausminį procesą nuteistiesiems suteikiama daugiau procesinių garantijų negu Lietuvoje, toks Prancūzijos drausminis procesas teisiniu aspektu yra pažangesnis už Lietuvos.

4. Prancūzijos specializuoti teismai (bausmių vykdymo teisėjai, bausmių vykdymo teismai, bausmių vykdymo kolegijos) efektyviau užtikrina nuteistųjų laisvės atėmimu teisių apsaugą negu

Lietuvos teismai. Norint sustiprinti žmogaus teisių apsaugą Lietuvos įkalinimo įstaigose, būtų tikslinga bausmių vykdymo srityje įdiegti bausmių vykdymo teisėjo institutą.

5. Prancūzijoje veikia daugiau institucijų negu Lietuvoje, kurios prisideda prie nuteistųjų teisių užtikrinimo pataisos įstaigose. Taip pat Prancūzijoje veikia institucijos, kurių veikla nuteistųjų teisių užtikrinimo klausimu nėra efektyvi (priežiūros komisija ir Teisinių institucijų inspekcija).

6. Europos komitetas prieš kankinimą ir kitokį žiaurų, nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą yra efektyvi ir aktyvi pataisos įstaigų išorinės kontrolės institucija, prisidedanti prie nuteistųjų teisių užtikrinimo Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose.

7. Europos Žmogaus Teisių Teismas yra efektyvi nuteistųjų laisvės atėmimu teisių gynimo teisminė institucija, kurios jurisprudencija daro reikšmingą įtaką Lietuvos ir Prancūzijos įstatymų leidėjui priimant bausmių vykdymo teisės aktus.

Mokslo darbe panaudoti metodai. Tyrimui atlikti buvo naudotasi šiais mokslinio tyrimo metodais: lyginamuoju, sisteminės analizės, dedukcijos, dokumentų analizės, apibendrinimo ir anketiniu. Šių metodų kompleksinis taikymas turėjo didelę reikšmę tyrimo metu gautų išvadų teisingumui, suformuluotų pasiūlymų pagrįstumui.

Disertacinio tyrimo struktūra. Tyrimo struktūrą nulėmė tyrimo objektas, užsibrėžtas tikslas ir suformuluoti uždaviniai. Disertacinį tyrimą sudaro įvadas, tyrimų apžvalga, mokslinio tyrimo metodologija, penki skyriai, išvados ir pasiūlymai. Tyrimo pabaigoje pateikiamas literatūros ir autoriaus paskelbtų mokslinių straipsnių sąrašas bei priedai.

Pirmajame disertacinio tyrimo skyriuje „Bendra Lietuvos ir Prancūzijos penitencinių sistemų charakteristika“ pristatomos Lietuvos ir Prancūzijos bausmes vykdančių institucijų sistemos (penitencinės sistemos) ir jų pagrindiniai bruožai. Tai daroma tam, kad būtų galima įsivaizduoti kiekvienos šalies pagrindinius pataisos sistemų skirtumus ir panašumus, jų mastą, suprasti, kaip organizuojama Lietuvos ir Prancūzijos bausmes vykdančių institucijų sistema. Pirmajame pirmosios disertacinio darbo dalies skyriuje aptariama Lietuvos bausmes vykdančių institucijų sistema. Antrajame pirmosios disertacinio darbo dalies skyriuje analizuojamos Lietuvos pataisos įstaigos, vykdančios laisvės atėmimo bausmę. Lietuvoje 100 000 gyventojų teko 234 įkalinami asmenys. Vakarų Europos valstybių vidurkis yra apie 100 kalinių. Lietuvos įkalinimo įstaigos perpildytos dėl ydingos baudimo kultūros ir nuteistųjų laisvės atėmimu paskirtos bausmės laiko, kuris sudaro 1 m. 11 mėn. 14 d. Trečiajame pirmosios disertacinio darbo dalies skyriuje nagrinėjama Prancūzijos bausmes vykdančių institucijų sistema. Prancūzijoje, kaip ir Lietuvoje, bausmių vykdymas yra valstybės išskirtinė kompetencija. Prancūzijos penitencinė administracija užtikrina dvigubą misiją: ji dalyvauja vykdydama bausmes ir taip prisideda prie visuomenės saugumo užtikrinimo ir skatina nuteistų asmenų resocializaciją. Ji organizuota taip, kad užtikrintų bausmių individualizaciją. Ketvirtajame pirmosios disertacinio darbo dalies skyriuje analizuojamos Prancūzijos pataisos įstaigos, vykdančios laisvės

atėmimo bausmę. Prancūzijoje yra net 195 penitencinės įstaigos, kurios skirstomos į dvi grupes: tardymo izoliatoriai ir bausmės atlikimo įstaigos. Šiuo metu tardymo izoliatoriai sudaro 2/3 visų penitencinių įstaigų, jose laikomi suimtieji, taip pat ten gali būti laikomi nuteistieji, kurių bausmės terminas nėra ilgesnis kaip vieni metai. Prancūzijoje 100 000 gyventojų tenka 100,3 nuteistieji. Nuteistųjų laisvės atėmimu paskirtos bausmės laikas sudaro 8 mėnesius. Pastarųjų metų tendencijos rodo, kad Prancūzijos įkalinimo įstaigose įkaltų asmenų skaičius didėja.

Antrajame disertacinio tyrimo skyriuje „Nuteistojo asmens teisinė padėtis“ nagrinėjama nuteistojo asmens teisinės padėties samprata, teisinės padėties turinys ir jos, reglamentavimo ypatumai. Neįmanoma pateikti vienintelės teisingos žmogaus teisių sąvokos. Vieni autoriai laikosi nuomonės, kad šiuolaikinėje liberalioje visuomenėje vis labiau atsiskleidžia socialinė, iš esmės filosofinė neatimamų žmogaus teisių reikšmė kaip optimali asmenybės individualumo, jos unikalumo, nepakartojamumo, vertingumo ir apsaugos forma, ir pagal tai žmogaus teisės apibūdinamos kaip asmens laisvės visuomenėje ir galimybės jas realizuoti. Kiti teigia, kad žmogaus teisės yra personalinių ir institucinių pradų sintezė, be kurių neįmanomas demokratiškas politinių procesų plėtra, kitų demokratinų institutų veikimas, valstybės kontrolės vykdymas, socialinio kompromiso buvimas visuomenėje. Treti bando išskirti pagrindines teises (kaip teisę į gyvybę, teisę į laisvę) ar pilietines, politines, ekonomines ir socialines teises. Šiuo metu nuteistųjų teisinis statusas, tai yra teisės, laisvės ir pareigos, yra įtvirtintas įstatymų. Lietuvoje tai reglamentuota Lietuvos Respublikos bausmių vykdymo kodekse, Prancūzijoje – Baudžiamajame ir Baudžiamojo proceso kodeksuose. Ši aplinkybė turi didelę svarbą, užtikrinant bausmių vykdymo teisėtumą. Prancūzijoje jau yra priimtas Bausmių vykdymo kodekso projektas, kuris turėtų įnešti daugiau aiškumo ir sistemiškumo bausmių vykdymo srityje. Nuteistųjų teisinė padėtis turi svarbų socialinį ir politinį vaidmenį dėl šių priežasčių: 1) bausmės paskyrimas susijęs su teisių ir laisvių ribojimais, nes nuteistieji, atliekantys bausmes, lieka piliečiai, turi jų teises ir pareigas; 2) tiksliai nustatyta nuteistųjų teisinė padėtis yra juridinė garantija, kuri apsaugo nuteistuosius nuo savivalės, užtikrina tinkamą teisių ir laisvių įgyvendinimą; 3) didelį vaidmenį vykdant bausmes atlieka nuteistųjų tinkamas pareigų vykdymas, jų teisių ir laisvių įgyvendinimas, kurių vienas pagrindinių tikslų yra nuteistųjų asmenų resocializacija; 4) norint tinkamai įsilieti į tarptautinę bendruomenę, daug lemia žmogaus teisių apsauga ir nuteistųjų teisių tinkamas užtikrinimas, gerbimas; 5) politiniu požiūriu nuteistųjų teisinė padėtis yra rodiklis, bet kurios valstybės noro ir galimybių užtikrinti prisiimtus įsipareigojimus žmogaus teisių srityje. Nuteistojo teisinė padėtis – tai teisinis statusas, kurį sudaro bendras asmens teisinis statusas su apribojimais, kuriuos nustato baudžiamieji ir bausmių vykdymo įstatymai bei teismo nuosprendis, ir teisės, laisvės ir pareigos, reguliuojamos bausmių vykdymo teisės aktais. Šį apibrėžimą galima pagrįsti argumentais. Pirma, bausmes atliekantys asmenys turi visas asmenims nustatytas teises, laisves ir pareigas su apribojimais, kuriuos nustato baudžiamieji ir bausmių vykdymo įstatymai bei

teismo nuosprendis. Nuteistas asmuo nėra beteisis. Jo teisinė padėtis keičiasi dėl paskirtos teismo bausmės ir atsiradusios bendrosios ir specialiosios nuteistųjų teisės, reguliuojamos bausmių vykdymo teisės aktais. Asmeniui jo teisės apribojamos tiek, kiek reikalauja teismo paskirta bausmė. Taip pat reikia atkreipti dėmesį į tai, kad paskirtoji bausmė gali riboti ne tik tam tikras teises ar laisves, bet ir konkretizuoti ar patikslinti jų turinį arba nustatyti specialų teisių ar laisvių, kurių neapriboja paskirta bausmė, realizavimo mechanizmą. Nuteistieji, atlikdami bausmę, įgyja naujų specialių teisių ir pareigų, kurių neturi nenuteisti asmenys (pavyzdžiui, nuteistųjų laisvės atėmimu teisė į ilgalaikį pasimatymą arba nuteistųjų arešto bausmė pareiga laikytis areštinės vidaus tvarkos, vykdyti pareigūnų reikalavimus). Nuteistojo teisinė padėtis gali priklausyti nuo: bausmės tikslų; bausmės rūšies; ir nuteistojo elgesio vykdant bausmę. Asmenų, atliekančių bausmes, teisinės padėties turinį sudaro: teisės, laisvės ir pareigos. Nuteistiesiems suteikiama galimybė daryti įtaką savo teisei padėčiai, skatinama nuteistųjų resocializacija. Įkalinti asmenys lieka žmonės, nepaisant sunkumo padaryto nusikaltimo, dėl kurio jie yra laikomi įkalinti. Teismas, kuris nagrinėjo bylą, priima sprendimą paskirti bausmę, bet neatima iš asmens teisės likti žmogumi.

Trečiojoje disertacinio tyrimo dalyje „Nuteistųjų teisės ir jų realizacija“ pradedant pirmuoju ir baigiant tryliktuoju skyriumi lyginamuoju aspektu nagrinėjamos nuteistųjų laisvės atėmimu pataisos įstaigose pagrindinės teisės ir jų realizacija. Nagrinėjamų teisių ir pareigų pasirinkimą lėmė kelios priežastis. Visų pirma buvo pasirinktos abiejų valstybių tos teisės, kurias įmanoma tarpusavyje palyginti. Pavyzdžiui, Lietuvoje nuteistųjų laisvės atėmimu darbas yra pareiga, o Prancūzijoje tai yra teisė. Antra, analizuojant nuteistųjų teises ir pareigas, galima pamatyti realią žmogaus teisių užtikrinimo būklę įkalinimo įstaigose, tai yra ar nustatytos teisės nuteistiesiems yra deklaratyvios, ar šios teisės yra įgyvendinamos. Šis aspektas ypač aktualus pataisos įstaigose, nes jos pasižymi savo uždarumu. Trečia, nuteistieji pataisos įstaigose turi daug teisių, nes nuteistojo teisinės padėties pagrindas yra bendras visiems asmenims teisinis statusas, todėl visų nuteistųjų laisvės atėmimu teisių dėl jų kiekio ir apimties išnagrinėti neįmanoma. Taigi dėl šios priežasties buvo pasirinktos, autoriaus nuomone, pačios aktualiausios dabartiniu metu nuteistiesiems laisvės atėmimu teisės, kurios skatina nuteistojo resocializaciją: teisė gauti rašytinę informaciją apie bausmės atlikimo tvarką ir sąlygas, savo teises bei pareigas; teisė kreiptis į bausmės vykdymo ar kitą valstybės ar savivaldybės instituciją ar įstaigą, pareigūną, visuomeninę ar tarptautinę organizaciją, taip pat kitas įmones, įstaigas ir organizacijas su skundais; teisė į individualų darbą; teisė į mokymą (studijuoti); teisė užsiimti menine veikla; teisė užsiimti kita veikla; teisė pasimatyti su giminaičiais; teisė pasimatyti su kitais asmenimis; teisė susirašinėti; teisė paskambinti telefonu; teisė į trumpalaikės išvykas į namus; teisė į trumpalaikę išvyką už pataisos įstaigų ribų; teisė į lygtinį paleidimą iš pataisos įstaigos. Analizuojant nuteistųjų teises ir jų realizaciją, buvo remtasi Europos Žmogaus Teisių Teismo jurisprudencija. Apibendrinant nuteistųjų teisių užtikrinimą Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose, galima teigti, kad iš esmės

nuteistųjų teisės abiejose valstybėse užtikrinamos tinkamai, tačiau kartais kyla problemų dėl jų realizacijos. Atliktas tyrimas parodė, kad Lietuvoje kyla problemų dėl trumpalaikės išvykos į namus, kuri praktiškai nerealizuojama. Taip pat reglamentacijos problemų Lietuvoje turi nuteistųjų teisė į lygtinį paleidimą, nes lygtinis paleidimas netaikomas nuteistiesiems laisvės atėmimu iki gyvos galvos. Toks reglamentavimas neatitinka Europos Tarybos Ministrų Komiteto rekomendacijos Nr. Rec(2003)22 „Dėl lygtinio paleidimo“ ir Europos Tarybos Ministrų Komiteto rekomendacijos Nr. Rec(2003)23 „Dėl kalėjimų administracijų nuteistųjų iki gyvos galvos ir kitų ilgam terminui nuteistų kalinių valdymo“, kuriose siūloma nuteistiesiems iki gyvos galvos taikyti lygtinį paleidimą. Taip pat Tarptautinio baudžiamojo teismo Romos statuto 110 straipsnyje nustatyta, kad nuteistiesiems laisvės atėmimu iki gyvos galvos iškalėjus 25 metus, teismas peržiūri bausmę ir sprendžia, ar ją sumažinti. Jeigu teismas bausmės nesušvelnino, vėliau jis praėjus kiek laiko vėl svarsto bausmės sutrumpinimo klausimą. Galima teigti, kad *de facto* nuteistieji laisvės atėmimu iki gyvos galvos Lietuvoje yra pasmerkti kalėjime likti iki gyvenimo pabaigos. Tai nėra humaniška, nes nuteistieji neturi jokios motyvacijos keistis teigiama linkme, įkalinimo įstaigose neįmanoma pasiekti resocializacijos tikslų. Lietuva išsiskiria šiuo aspektu (deja, ne teigiamai) iš kitų Europos Sąjungos valstybių. Reikia atkreipti dėmesį, kad Korėjoje, Japonijoje minimalus nuteistųjų iki gyvos galvos laisvės atėmimo bausmės terminas yra 10 metų, Vokietijoje – 15 metų, Graikijoje – 16 metų, Australijoje – 20 metų, Lenkijoje, Kanadoje ir Naujojoje Zelandijoje – 25 metai. Atliktas tyrimas rodo, kad Lietuvoje būtina įvesti terminą, po kurio nuteistajam laisvės atėmimu iki gyvos galvos būtų nustatyta galimybė sušvelninti (keisti) bausmę ar taikyti lygtinį paleidimą. Prancūzija turi problemų dėl nuteistųjų užsieniečių teisės gauti rašytinę informaciją apie bausmės atlikimo tvarką ir sąlygas. Nuteistieji užsieniečiai sudaro 19,1 proc., tai yra beveik penktadalis visų asmenų įkalinimo įstaigose. Taip pat Prancūzija turi realizacijos problemų dėl telefoninių pokalbių, nes jie nėra suteikiami nuteistiesiems laisvės atėmimu, atliekantiems bausmę tardymo izoliatoriuose. Lietuva ir Prancūzija turi panašaus pobūdžio problemų dėl teisės į individualų darbą, mokymą, meninę veiklą ir kitą veiklą.

Keturioliktajame trečiosios disertacinio darbo dalies skyriuje nagrinėjamos aktualiausias respondentų nurodytos problemos, susijusios su pataisos įstaigų veikla ir apsunkinančios efektyvų nuteistųjų teisių užtikrinimą. Lietuvos respondentai nurodė daug problemų, kurios buvo sugrupuotos pagal svarbą: didelė teisės aktų kaita, pataisos įstaigų vadovų vadybos problemos, pataisos įstaigų personalo trūkumas, nuteistųjų užimtumas ir nuteistųjų laikymo sąlygos. Prancūzijos respondentai pagal svarbą įvardijo tokias su nuteistųjų laisvės atėmimu teisių realizavimu susijusias problemas: nuteistųjų laikymo sąlygos, nuteistiesiems trūksta informacijos ir žinių apie savo teises ir jų realizaciją, pataisos įstaigų personalo trūkumas, nuteistųjų užimtumas ir bausmės vykdymo teisės aktų interpretacija (aiškinimas).

Penkioliktajame trečiosios disertacinio darbo dalies skyriusje nagrinėjamos nuteistųjų pareigos ir problema, susijusi su nuteistųjų laisvės atėmimu pareigų įgyvendinimu. Lietuvos ir Prancūzijos nuteistųjų pareigos pataisos įstaigose savo esme nesiskiria, todėl galima išskirti tokias pagrindines nuteistųjų laisvės atėmimu pareigas: vykdyti įstatymų reikalavimus, laikytis nustatytos pataisos įstaigose vidaus tvarkos ir vykdyti bausmės vykdymo institucijos, įstaigos arba pareigūno nurodymus ir įsakymus. Bausmių vykdymo įstatymuose pareigos gali būti išreiškiamos draudimais. Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose draudimai iš esmės yra vienodi. Prancūzijos draudimų nuteistiesiems sąrašas didesnis, nes jie skirstomi į tris lygius. Toks skirstymas leidžia už draudimų pažeidimą taikyti nuobaudas pagal jų sunkumo laipsnį, t. y. įstatymuose drausminės nuobaudos yra diferencijuojamos. Tyrimo duomenys rodo, kad Lietuvos pataisos įstaigose yra didelis drausmės pažeidimų skaičius, tačiau jie nėra tokie sunkūs kaip Prancūzijoje (nuteistųjų neteisėti grupiniai veiksmai, agresijos atvejai prieš pataisos įstaigų personalą). Pabėgimų skaičius abiejose valstybėse nėra didelis. Lietuvoje įvyksta mažiau pabėgimų iš pataisos įstaigų (uždaro tipo) negu Prancūzijoje. Pagal pabėgimų skaičių 2005 m. Lietuva (0,0) ir Prancūzija (3,6) užima aukštas pozicijas, nes jų yra gerokai mažiau už Europos vidurkį – 20,4. Nuteistiesiems nustatytos pareigos užtikrina tinkamą tvarką įkalinimo įstaigose ir skatina nuteistųjų resocializaciją.

Ketvirtojoje disertacinio tyrimo dalyje „Drausminis procesas pataisos įstaigose“ aptariamas drausminis procesas pataisos įstaigose, procesinės garantijos ir nuteistųjų teisės per drausminį procesą. Drausminis procesas pataisos įstaigose veikia kaip priemonė, padedanti palaikyti vidaus tvarką pačioje įstaigoje, drausminti nuteistuosius, taip pat sėkmingai įgyvendinti įstaigos nustatytus uždavinius. Drausminio proceso pataisos įstaigose sąvokos apibrėžimas nėra pateikiamas nei Lietuvos, nei Prancūzijos teisės aktuose. Analizė pradedama nuo drausminio proceso sampratos, išskiriami pagrindiniai jo etapai. Analizuojamos procesinės garantijos per drausminį procesą: nuteistasis turi būti skubiai ir detalai informuojamas jam suprantama kalba apie pateiktą kaltinimų pobūdį; turi būti suteikta pakankamai laiko ir sudarytos tinkamos sąlygos pasirengti gynybai; turi būti leista gintis patiems ar padedamiems teisininko; turi būti leista reikalauti dalyvauti liudytojams ir leista juos apklausti arba turėti tokius liudytojus, kurie liudytų jų naudai, ir kt. Taip pat analizuojamos nuobaudų apskundimo procedūros Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose. Prancūzijos penitencinės teisės doktrina eina link to, kad drausminiam procesui pataisos įstaigose įtaką pradeda daryti procesinės garantijos, kurios iki šiol buvo naudojamos tik baudžiamajame procese. Atsižvelgiant į pastarųjų metų tendencijas pataisos sistemose, galima teigti, kad drausminis procesas pataisos įstaigose keičiasi – jis tampa vis objektyvesnis ir skaidresnis, atviresnis visuomenei ir tam įtakos turi Europos Žmogaus Teisių Teismo praktika, tarptautiniai teisės aktai.

Penktojoje disertacinio tyrimo dalyje „Nuteistųjų teisių gynybos ir kontrolės institucijos“ analizuojamos nuteistųjų teisių gynybos ir kontrolės institucijos, jų funkcijos bei įtaka

žmogaus teisėms užtikrinti pataisos įstaigose. Visi kalėjimai turi būti nuolatinio valstybės inspekcijų ir nepriklausomo stebėjimo objektas. Įvairių nacionalinių ir tarptautinių institucijų ataskaitos, išvados ir įvairūs sprendimai rodo, kad net ir gerai išplėtotose penitencinėse sistemose nepriklausoma pataisos įstaigų kontrolė yra būtina, nes visų pirma pataisos įstaigos pasižymi savo uždarmumu, t. y. į jas negali patekti bet koks asmuo, veikia leidimų sistema. Antra, nuteistųjų teisių užtikrinimas ir realizacija tiesiogiai priklauso nuo pataisos įstaigos administracijos darbo. Svarbu, kad nacionalinių ir tarptautinių kontrolės institucijų ataskaitos, rekomendacijos, nuomonės ir kita medžiaga būtų pateikiama viešai. Tradiciškai žmogaus teisių ir laisvių gynimo institucijos yra skirstomos į neteismines ir teismines.

Pirmajame penktosios disertacinio darbo dalies skyriuje analizuojamos valstybinės neteisminės institucijos. Pataisos įstaigų neteisminė kontrolė skirstoma į vidinę ir išorinę. Analizuojami vidinę kontrolę pataisos įstaigose atliekantys pagrindiniai subjektai Lietuvoje (Teisingumo ministerija; Kalėjimų departamentas prie Lietuvos Respublikos teisingumo ministerijos) ir Prancūzijoje (Penitencinės tarnybos inspekcija, Teisinių institucijų inspekcija). Vidinė kontrolė yra labai svarbi, tačiau vienos jos nepakanka, nes pati sistema stengiasi spręsti tam tikras problemas tyliai, nekeldama triukšmo. Reikia pripažinti, kad pataisos įstaigos administracija turi pakankamai būdų ir priemonių, kaip pakeisti nuteistojo nuomonę, nes nuteistojo gyvenimo kokybė pataisos įstaigoje priklauso nuo įstaigos administracijos, todėl būtina išorinė kontrolė. Toliau analizuojamos išorinę kontrolę užtikrinančios institucijos (komisijos) Lietuvoje (Seimo kontrolierių įstaiga; Lygių galimybių kontrolieriaus tarnyba; prokuratūra) ir Prancūzijoje (priežiūros komisija, pataisos įstaigų kontrolierius, pataisos įstaigų ombudsmenai, pataisos įstaigų ombudsmenų atstovai, parlamentarai, Nacionalinė deontologijos ir saugumo komisija ir Administracinių dokumentų priėmimo (gavimo) komisija).

Antrajame penktosios disertacinio darbo dalies skyriuje nagrinėjama Europos komiteto prieš kankinimą ir kitokį žiaurų, nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą veikla, įtaka nuteistųjų teisėms pataisos įstaigose. Europos komitetas prieš kankinimą ir kitokį žiaurų, nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą gali būti laikomas rodikliu žmogaus teisių užtikrinimo lygio konkrečios valstybės įkalinimo įstaigose. Šis komitetas turi teisę atlikti inspekcijas visose valstybių, konvencijos dalyvių, vietose, kur laikomi asmenys, iš kurių valstybės vardu yra atimta arba gali būti atimta laisvė. Europos komitetas prieš kankinimą ir kitokį žiaurų, nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą tris kartus aplankė Lietuvą ir devynis kartus Prancūziją. Yra analizuojamos Europos komiteto prieš kankinimą ir kitokį žiaurų, nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą ataskaitos ir rekomendacijos.

Trečiajame penktosios disertacinio darbo dalies skyriuje analizuojamos valstybės teisminės institucijos. Analizė pradama nuo Prancūzijos, nes joje egzistuoja specializuoti bausmių vykdymo teisminiai organai, kurie net sudaro bausmių vykdymo teismų sistemą: bausmių vykdymo teisėjai

(pranc. juge d' application des peines), bausmių vykdymo teismai (pranc. le tribunal de l' application des peines) ir bausmių vykdymo kolegija (pranc. la chambre de l' application des peines). Yra akcentuojamas bausmių vykdymo teisėjas, jo funkcijos, kompetencija ir privalumai. Kitame skyriuje analizuojama Lietuvos teismų kompetencija vykdant bausmes. Siūloma Lietuvoje įdiegti bausmių vykdymo teisėjo institutą, kuris nustato kiekvienam nuteistajam bausmės atlikimo sąlygas ir kontroliuoja jų vykdymą. Jo kompetencijai priklausytų: lygtinis paleidimas iš laisvės atėmimo vietų, bausmės vykdymo atidėjimas, lygtinis atleidimas nuo bausmės prieš terminą, bausmės pakeitimas švelnesne bausme, atleidimas nuo bausmės dėl ligos ir kt.

Ketvirtajame penktosios disertacinio darbo dalies skyriuje analizuojama Europos Žmogaus Teisių Teismo veikla ir jurisprudencija, nagrinėjama nuteistųjų skundų padavimo procedūra į šią tarptautinę teisminę instituciją. Analizuojamos Europos Žmogaus Teisių Teisme pralaimėtos Lietuvos ir Prancūzijos bylos, susijusios su nuteistaisiais laisvės atėmimu, taip pat pralaimėjimų priežastys. Praktika rodo, kad nuteistieji laisvės atėmimu yra linkę ginti savo teises šioje teisminėje institucijoje, nors bylinėjimasis joje kartais užtrunka kelerius metus. Europos Žmogaus Teisių Teismo jurisprudencija bausmių vykdymo srityje tiesiogiai daro įtaką valstybių nacionalinei bausmių vykdymo teisei, kadangi po pralaimėtų bylų valstybės yra priverstos keisti nacionalinius teisės aktus taip, kad jie atitiktų tarptautinius standartus bausmių vykdymo srityje.

Išvados. Išanalizavus nuteistųjų teises Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose ir šių teisių realizavimo teorines ir praktines problemas, pateikiame šias išvadas:

1. Nuteistųjų teisės Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose turi reglamentacijos ypatumų, tačiau pagal savo turinį iš esmės sutampa. Šių teisių reglamentacija abiejų valstybių nacionaliniuose teisės aktuose atitinka tarptautinių normų reikalavimus žmogaus teisių srityje, tam įtakos turi šių valstybių ratifikuotos tarptautinės sutartys bei abiejų valstybių laisvės atėmimo bausmės vykdymo reglamentavimo ir praktikos pastangos atitikti Europos Tarybos Ministrų Komiteto rekomendaciją Nr. R (2006)2 valstybėms narėms „Dėl Europos kalėjimų taisyklių“, kuri yra laikoma Europos bausmių vykdymo kodeksu.

2. Nuteistojo teisinė padėtis – tai teisinis statusas, kurį sudaro bendras asmens teisinis statusas su apribojimais, kuriuos nustato baudžiamieji ir bausmių vykdymo įstatymai bei teismo nuosprendis, ir teisės, laisvės ir pareigos, reguliuojamos bausmių vykdymo teisės aktais. Nuteistųjų teisinė padėtis atsiranda, kai asmeniui įsiteisėja apkaltinamasis teismo nuosprendis. Nuteistojo teisinė padėtis nėra statiška, ji gali būti švelninama ar griežtinama priklausomai nuo nuteistojo elgesio atliekant bausmę, tokiu būdu skatinama nuteistojo resocializacija.

3. Nuteistųjų teisių įgyvendinimas Lietuvos ir Prancūzijos pataisos įstaigose turi bendro pobūdžio problemų: pataisos įstaigų personalo trūkumas, nuteistųjų laikymo sąlygos, nuteistųjų užimtumas, didelis nuteistųjų skaičius ir pataisos įstaigų perpildymas. Tyrimo metu buvo nustatyta,

kad Lietuvai, įgyvendinant nuteistųjų teises pataisos įstaigose, kyla tik jai būdingų problemų: didelė teisės aktų kaita ir pataisos įstaigų vadovų vadybos problemos. Prancūzijos problemos, susijusios su nuteistųjų teisių įgyvendinimu, yra šios: nuteistiesiems trūksta informacijos ir žinių apie savo teises ir jų realizaciją, įvairios valstybės institucijos skirtingai traktuoja bausmės vykdymo reglamentaciją.

4. Drausminis procesas pataisos įstaigose veikia kaip priemonė, padedanti palaikyti vidaus tvarką pačioje įstaigoje, drausminti nuteistuosius, taip pat sėkmingai įgyvendinti įstaigos nustatytus uždavinius. Prancūzijoje nuteistieji per drausminį procesą turi daugiau procesinių garantijų negu nuteistieji Lietuvos pataisos įstaigose. Ten nuteistajam pažeidėjui nemokamai suteikiamas gynėjas, taip pat pačioje procedūroje yra nustatytas terminas tinkamai pasiruošti gynybai bei užsieniečiui, kuris nesupranta prancūzų kalbos, gali būti suteikiamos nemokamos vertėjo paslaugos. Prancūzijoje, skirtingai nei Lietuvoje, advokato dalyvavimu drausminiame procese siekiama užtikrinti paties proceso objektyvumą ir sustiprinti nuteistojo teisę į gynybą. Prancūzijos drausminis procesas yra pažangesnis už Lietuvos, tačiau abiejų valstybių drausminių procesų trūkumas yra tas, kad nuobaudas skiria pataisos įstaigos administracijos atstovai.

5. Lietuvoje ir Prancūzijoje veikia daug institucijų, užtikrinančių nuteistųjų teises ir kontroliuojančių pataisos įstaigas. Kaip efektyvias institucijas Lietuvoje, siekiančias užtikrinti nuteistųjų teises pataisos įstaigose, galima įvardyti Teisingumo ministeriją, Kalėjimų departamentą prie LR teisingumo ministerijos, Seimo kontrolierių įstaigą ir Lygių galimybių kontrolieriaus tarnybą. Prancūzijoje nuteistųjų teises užtikrinti siekia šios institucijos: Penitencinės tarnybos inspekcija, pataisos įstaigų ombudsmenai, pataisos įstaigų kontrolierius ir Nacionalinė deontologijos ir saugumo komisija. Manome, kad šiuo metu Prancūzijoje Teisinių institucijų inspekcijos ir priežiūros komisijos veikia, susijusi su nuteistųjų teisių gynimu, negali būti laikoma efektyvia.

6. Prancūzijoje specializuotų teismų (bausmių vykdymo teisėjai, bausmių vykdymo teismai, bausmių vykdymo kolegijos) veikla efektyviau užtikrina nuteistųjų laisvės atėmimu teisių įgyvendinimą ir jų interesus, nes greičiau ir atidžiau sprendžiami bausmės pagerinimo ir individualizavimo klausimai. Bausmių vykdymo teisėjai asmeniškai pažįsta nuteistuosius, kuriems taiko tam tikras priemones, susijusias su teisinės padėties pasikeitimu, kadangi nuolat lankosi pataisos įstaigose ir tiesiogiai bendrauja su nuteistaisiais. Būtina pabrėžti, kad bausmių vykdymo teisėjai Prancūzijoje nuolatos kontroliuoja nuteistųjų laikymo sąlygas pataisos įstaigose, o Lietuvoje tokio mechanizmo nėra.

7. Europos komiteto prieš kankinimą ir kitokį žiaurų, nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą veiklą nuteistųjų pataisos įstaigose teisių užtikrinimo srityje galima vertinti kaip efektyvią. Europos komitetas prieš kankinimą ir kitokį žiaurų, nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą yra tarptautinė institucija, vertinanti nuteistųjų teisių būklę įkalinimo įstaigose ir į kurios rekomendacijas būtinai atsižvelgia valstybės. Pagrindinis Europos komiteto prieš kankinimą ir kitokį žiaurų,

nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą privalumas, kad jis atlieka eilinius ir neeilinius vizitus pataisos įstaigose ir yra sudarytas iš įvairių sričių specialistų: buvusių pataisos įstaigų darbuotojų ir vadovų, ministerijų darbuotojų, gydytojų, teisininkų ir universitetų profesorių. Europos komiteto prieš kankinimą ir kitokį žiaurų, nežmonišką ar žeminantį elgesį ir baudimą išvadamis ir rekomendacijomis remiasi Europos Žmogaus Teisių Teismas.

8. Lietuva ir Prancūzija stengiasi atsižvelgti į Europos Žmogaus Teisių Teismo jurisprudenciją bausmių vykdymo srityje, ypač tai pasakytina apie Prancūziją. Dalis Lietuvos ir Prancūzijos nuteistųjų laisvės atėmimu laimėjo bylas šioje institucijoje (dėl laikymo sąlygų, dėl susirašinėjimo slaptumo ir kt.). Europos Žmogaus Teisių Teismas yra efektyvi nuteistųjų teisių gynimo teisminė institucija, kadangi jos jurisprudencija daro įtaką abiejų valstybių nuteistųjų teisėms ir laisvėms užtikrinti pataisos įstaigose. Valstybės yra priverstos pagal Europos Žmogaus Teisių Teismo jurisprudenciją keisti savo nacionalinius teises aktus.

MOKSLINIŲ PUBLIKACIJŲ SĄRAŠAS

1. Gončarko A., Usik D. Le système pénitentiaire lituanien // Les systèmes pénitentiaires dans le monde. - Dalloz, France 2007, P. 257–277.
2. Gončarko A. Drausminis procesas Lietuvos, Prancūzijos ir Kanados pataisos įstaigose // Jurisprudencija. Mokslo darbai. 2008, Nr. 2 (104), P. 101–108.

GYVENIMO APRAŠYMAS

Vardas, pavardė: Aleksandr Gončarko

Gimimo data ir vieta: 1980–06–27 Vilnius, Lietuva

IŠSILAVINIMAS:

2004–2009 Mykolo Romerio universiteto Teisės fakulteto Baudžiamosios teisės katedros doktorantas

2004–2009 Po ir Adūro krašto universiteto (Prancūzija) Teisės fakulteto doktorantas

2002–2004 Lietuvos teisės universitetas, socialinių mokslų (teisės) magistras

1998–2002 Lietuvos teisės universitetas, socialinių mokslų (teisės) bakalauras

1987–1998 Vilniaus Levo Karsavino vidurinė mokykla

DARBO PATIRTIS: Nuo 2004 m. Mykolo Romerio universiteto Socialinės politikos fakulteto Penitencinės teisės ir veiklos katedros lektorius

2004 Vilniaus miesto ir rajono pataisos inspekcija, inspektorius

STUDIJS IR STAŽUOTĖS UŽSIENYJE:

2006 Eks - Marselio universitetas, Teisės fakultetas. Studentas pagal SOCRATES / ERASMUS programą (Prancūzija)

2005 Po ir Adūro krašto universitetas (Prancūzija)

2003 Nacionalinė penitencinės administracijos mokykla. Pataisos įstaigų direktorių programos 34 laida (Prancūzija)